

Rapport sur la solvabilité et la situation financière

SFCR 2023



SOMMAIRE

SYNTHESE	4
A ACTIVITES ET RESULTATS	6
A.1 Activités	6
A.1.1 Informations générales	6
A.1.2 Organisation du Groupe KLESIA et positionnement de KLESIA MUT' au sein de ce Groupe	7
A.1.3 Présentation de l'activité de l'entité	7
A.2 Performance technique	9
A.3 Performance financière	10
A.3.1 Composition du portefeuille	10
A.3.2 Résultats des activités d'investissement	10
A.4 Performance des autres activités	11
B SYSTEME DE GOUVERNANCE	12
B.1 Informations générales	12
B.1.1 Organisation générale du Groupe KLESIA	12
B.1.2 Le système de gouvernance de KLESIA MUT'	13
B.1.3 Politique de rémunération	14
B.1.4 Adéquation du système de gouvernance des risques	14
B.2 Compétence et honorabilité	14
B.2.1 Honorabilité des acteurs de la gouvernance	15
B.2.2 Compétences des acteurs de la gouvernance	15
B.3 Système de gestion des risques	17
B.3.1 Cadre du système de gestion des risques de KLESIA MUT'	17
B.3.2 Description du système de gestion des risques	17
B.3.3 Processus ORSA	20
B.4 Contrôle Interne	22
B.4.1 Le dispositif de Contrôle Interne	22
B.4.2 Orientations menées sur la période de référence	24
B.5 Le système de conformité	26
B.6 Fonction Clé d'Audit Interne	28
B.6.1 Présentation de la Fonction Clé d'Audit Interne	28
B.6.2 Respect des exigences d'indépendance et d'objectivité	28
B.6.3 Les missions de la Fonction Clé d'Audit Interne	28
B.7 Fonction Actuarielle	29
B.7.1 Objectifs et missions de la Fonction Actuarielle	29
B.7.2 Organisation et périmètre de la Fonction Actuarielle	29
B.7.3 Mise en œuvre de la fonction actuarielle	30
B.8 Sous-Traitance	31
B.8.1 La Politique de sous-traitance	31
B.8.2 Respect du cadre d'appétence au risque	31
B.8.3 Principales activités importantes ou critiques externalisées	32
B.8.4 Un processus global de maîtrise de l'externalisation	32
C PROFIL DE RISQUES	34
C.1 Risque de souscription	34
C.1.1 Exposition au risque de souscription	34
C.1.2 Concentration associée au risque de souscription	35

C.1.3	Mécanismes d'atténuation du risque	35
C.2	Risque de marché.....	36
C.2.1	L'exposition au risque de marché.....	36
C.2.2	Concentration associée au risque de marché	36
C.2.3	Les mécanismes d'atténuation du risque de marché	37
C.3	Risque de contrepartie	37
C.4	Risque de liquidité.....	38
C.5	Risque opérationnel	38
C.5.1	L'exposition au risque opérationnel	38
C.5.2	Quantification du risque opérationnel	38
C.5.3	Mécanismes d'atténuation des risques	39
C.6	Autres risques	40
C.6.1	Risques de réputation	40
C.6.2	Risques réglementaires	41
C.6.3	Risques portés par les instruments financiers	41
C.7	Dépendances aux risques	41
D	VALORISATION	42
D.1	Actifs.....	42
D.1.1	Placements.....	42
D.1.2	Provisions techniques cédées.....	43
D.1.3	Impôts différés d'actifs.....	44
D.1.4	Autres actifs	44
D.2	Provisions techniques.....	45
D.2.1	Méthode de valorisation des provisions techniques S2	45
D.2.2	Evolutions N-1 / N	50
D.2.3	Principales différences entre provisions techniques S2 et S1.....	50
D.2.4	Informations sur les effets des mesures transitoires	51
D.3	Autres passifs	52
D.4	Méthodes alternatives	52
E	GESTION DU CAPITAL.....	53
E.1	Fonds propres	53
E.1.1	Organisation de la gestion du capital du Groupe KLESIA	53
E.1.2	Descriptif des caractéristiques majeures des fonds propres détenus	54
E.1.3	Différences importantes avec les états financiers statutaires	56
E.1.4	Informations sur les effets des mesures transitoires	57
E.2	Exigences réglementaires en capital.....	57
E.2.1	Evaluation du capital de solvabilité requis (SCR)	57
E.2.2	Evaluation du minimum de solvabilité requis (MCR)	60
E.3	Risque action fondé sur la durée	60
E.4	Différence Formule Standard / Modèle Interne.....	60
E.5	Non-respect des exigences dans l'évaluation du MCR / SCR.....	60
	ANNEXES : QRT	61

SYNTHESE

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) est établi conformément à la directive Solvabilité 2 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Le rapport SFCR décrit l'activité de KLESIA MUT', son système de gouvernance, son profil de risque et complète la remise des états quantitatifs annuels, en communiquant notamment des informations sur les méthodes de valorisation utilisées ainsi que des précisions sur la gestion des fonds propres.

La présente synthèse met en évidence tout changement important survenu dans l'activité et les résultats de KLESIA MUT', son système de gouvernance, son profil de risque, la valorisation appliquée à des fins de solvabilité et la gestion de ses fonds propres sur la période de référence.

Activités et résultats

L'année 2023 a été consacrée à la poursuite du plan stratégique « Ambition 2024 » défini par les Conseils d'Administration. Ce plan se décline en 4 piliers : Expérience client, Intérêt général, Accompagnement humain et Performance. Aujourd'hui la dénomination d'Assureur d'intérêt Général fédère, rassemble et définit l'action de KLESIA aussi bien en interne qu'en externe. Plusieurs chantiers ont été initiés pour renforcer la démarche. Elle est désormais structurée et s'appuie sur 4 territoires d'engagement : Garantir à tous l'accès à la prévention et la santé, accompagner les plus vulnérables, être promoteur de l'engagement et de la diversité, diminuer l'empreinte environnementale et développer l'impact sociétal.

KLESIA MUT' est une mutuelle régie par le Code de la Mutualité, agréée au titre des branches 1 (Accident), 2 (Maladie), 20 (risques liés à la durée de la vie humaine – vie et décès) et 21 (natalité, nuptialité).

Créée le 1^{er} mars 2018, KLESIA MUT' est le fruit de l'union successive de plusieurs mutuelles enracinées dans les valeurs de solidarité et de non-lucrativité propres au mouvement mutualiste :

- La Mutuelle Saint-Germain et la Mutuelle KLESIA ont d'abord fondé ensemble la Mutuelle KLESIA Saint Germain (MKSG),
- Lorsqu'elles ont été rejointes début 2018 par la Mutuelle UMC (anciennement Union des Mutuelles Cogérées), est alors née KLESIA MUT',
- Le 1^{er} janvier 2020, la Mutuelle Civile de la Défense (MCDEF) fusionne avec KLESIA MUT'.

KLESIA MUT' assure, en termes de couverture complémentaire santé, des offres dédiées aux particuliers autour des secteurs stratégiques du Groupe KLESIA.

Le chiffre d'affaires de KLESIA MUT' est en baisse de 2,9% entre 2022 et 2023 pour atteindre 354,9 M€.

Gouvernance

Le système de gouvernance de KLESIA MUT' s'appuie sur des principes de gouvernance communs au Groupe et à l'ensemble de ses entités assurantielles :

- les organes d'administration, de gestion ou de contrôle des entités du Groupe (AMSB) ;
- une direction opérationnelle mutualisée.

Ce système de gouvernance traduit une gestion des risques centralisée qui permet de s'assurer que les décisions stratégiques se prennent de manière coordonnée au niveau du Groupe.

Profil de risques

Les principaux risques de KLESIA MUT' sont les risques de marché, de contrepartie et de souscription santé.

Valorisation

Les actifs et les passifs de KLESIA sont valorisés selon une hypothèse de continuité d'exploitation.

Les actifs et les passifs autres que les provisions techniques sont valorisés prioritairement en valeur de marché ou, le cas échéant, selon une autre méthode de valorisation autorisée par la réglementation prudentielle, telle que la valeur utilisée pour l'élaboration des comptes sociaux.

Les provisions techniques sont valorisées d'après le calcul de la meilleure estimation (*best estimate*) des provisions de sinistres, de primes et de frais augmentées d'une marge de risque.

Solvabilité

Au 31 décembre 2023, les fonds propres éligibles de KLESIA MUT', s'élèvent à 158 M€ et le capital de solvabilité requis (SCR) s'établit à 50,9 M€, soit un ratio de couverture du SCR de 311%.

A Activités et résultats

Le présent chapitre a pour objet la présentation de KLESIA MUT' et de ses activités. Une première partie s'attachera à présenter les activités de l'entité en lien avec son positionnement au sein du Groupe et le contexte législatif et économique dans lequel elle évolue.

Les activités de souscription et d'investissement seront présentées respectivement dans la deuxième et troisième parties de ce chapitre. Des précisions seront notamment apportées sur la performance réalisée durant l'exercice passé.

A.1 Activités

A.1.1 Informations générales

KLESIA MUT' est une mutuelle régie par le Code de la Mutualité, agréée au titre des branches 1 (Accident), 2 (Maladie), 20 (risques liés à la durée de la vie humaine – vie et décès) et 21 (natalité, nuptialité).

Créée le 1er mars 2018, KLESIA MUT' est le fruit de l'union successive de plusieurs mutuelles enracinées dans les valeurs de solidarité et de non-lucrativité propres au mouvement mutualiste et de l'intégration de mutuelles substituées :

- La Mutuelle Saint-Germain et la Mutuelle KLESIA ont d'abord fondé ensemble la Mutuelle KLESIA Saint Germain,
- Lorsqu'elles ont été rejointes début 2018 par la Mutuelle UMC (anciennement Union des Mutuelles Cogérées), est alors née KLESIA MUT',
- Le 1^{er} janvier 2020, la Mutuelle Civile de la Défense a fusionné avec KLESIA MUT',
- Le 1^{er} janvier 2021, les mutuelles CSEAB et SMIRSEP, auparavant substituées de KLESIA MUT', ont fusionné avec leur garante,
- Les mutuelles substituées sont la mutuelle Pointoise, la mutuelle UFR, la mutuelle GEODIS et la mutuelle MFCF.

Au sein du pôle mutualiste de KLESIA, incarné par l'UGM KLESIA Mutualité, KLESIA MUT' a pour vocation de développer l'offre complémentaire santé individuelle autour des secteurs stratégiques du Groupe KLESIA.

KLESIA MUT' est membre des entités de tête du Groupe KLESIA que sont l'Association Sommitale KLESIA, le GIE KLESIA, le GIE KLESIA ADP, la Société de Groupement d'Assurance Mutuelle (SGAM) KLESIA Assurances (structure de tête du Groupe prudentiel KLESIA et entité combinante des organismes d'assurances membres du Groupe de protection sociale KLESIA) et l'Union de Groupe Mutualiste (UGM).

Au titre de l'exercice 2023, le nombre d'équivalents temps plein affectés à la réalisation des activités de KLESIA MUT' est de 258 ETP.

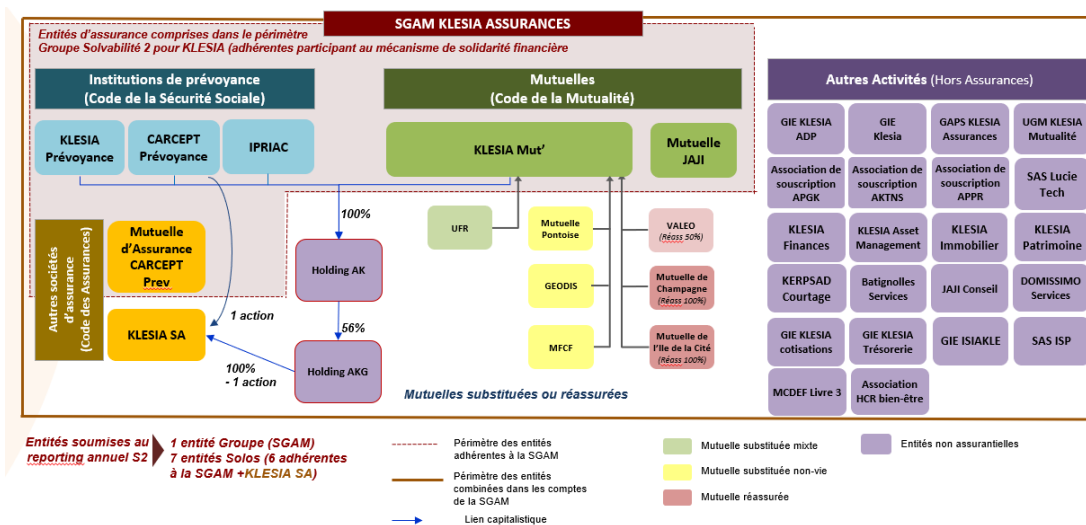
Les auditeurs externes de KLESIA MUT' sont :

- Mazars, 61 rue Henri Regnault, 92075 Paris La Défense ;
- CTF, 23-25 rue de Berri - 75008 Paris.

A.1.2 Organisation du Groupe KLESIA et positionnement de KLESIA MUT' au sein de ce Groupe

Afin de favoriser le développement de chacun de ses membres, regroupant des Institutions de Prévoyance, des Mutuelles et une société d'assurance mutuelle, les membres du Groupe KLESIA ont constitué une Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM) non porteuse de risques. A ce titre, une convention d'affiliation définissant notamment les liens de solidarité financière entre les différentes entités du Groupe est en place. Le schéma ci-dessous illustre l'organisation du Groupe KLESIA et les relations entre les différentes entités le composant :

Organisation du Groupe au 31/12/2023



KLESIA MUT' est affiliée à la SGAM KLESIA Assurances. Elle a contribué à hauteur de 13% à la constitution du fonds d'établissement, et elle dispose de 3 membres au sein du Conseil d'Administration de la SGAM (24 membres au total).

A.1.3 Présentation de l'activité de l'entité

Activités et chiffres clés 2023

KLESIA MUT' assure, en termes de couverture complémentaire santé, des offres dédiées aux particuliers autour des secteurs stratégiques du Groupe KLESIA.

Ainsi en 2023, le chiffre d'affaires de KLESIA MUT' s'élevait à 354,9 M€ (Cf. Tableau ci-dessous), en baisse de 2,9% par rapport à 2022.

Le tableau ci-dessous illustre la décomposition du chiffre d'affaires par garantie en 2023 :

Direct/Acceptation	Garanties	CA (en M€)	Poids
Acceptation	Santé	23,7	6,7%
	Incapacité	0,5	0,2%
	Décès	1,1	0,3%
Direct	Décès	9,6	2,7%
	Rentes éducation / conjoint	0,0	0,0%
	Décès Viager	7,9	2,2%
	Santé	296,8	83,6%
	Incapacité	6,6	1,8%
	Santé viagère	7,0	2,0%
	GAV	1,7	0,5%
	Dépendance	0,0	0,0%
	Total		354,9

Pour les calculs relatifs aux normes Solvabilité 2, chaque garantie doit être affectée à un groupe homogène de risques puis à une ligne d'activité. Le tableau ci-dessous illustre les choix d'affectation retenus par KLESIA MUT' au 31.12.2023 :

Garanties	Autre assurance vie	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance santé	Réassurance vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé
Décès	X				X		
Rentes éducation / conjoint	X						
Décès Viager	X						
Epargne	X						
Santé		X					
Incapacité			X				
Santé viagère		X		X			
GAV			X				
Dépendance				X			
MGDC	X				X		
MGFS				X			X
Invalidité						X	X

Ainsi, le chiffre d'affaires de KLESIA MUT' 2023 par ligne d'activité est obtenu et synthétisé dans le tableau ci-dessous :

LoB	CA (en M€)	Poids (en %)
Assurance de protection du revenu	9,2	2,6%
Assurance des frais médicaux	327,0	92,1%
Autre assurance vie	17,5	4,9%
Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	0,0	0,0%
Réassurance santé	0,0	0,0%
Réassurance vie	1,1	0,3%
Total	354,9	

Evénements majeurs survenus en 2023

Durant l'exercice 2023, plusieurs événements ont eu un impact significatif sur l'activité de KLESIA MUT' et, plus généralement, sur le Groupe KLESIA.

Fait marquant	Description
PREC	A la suite du contrôle ACPR en 2020 sur KLESIA Prévoyance, une Provision pour Risques En Cours avait été constituée en 2022 sur le risque Santé. L'ACPR a poursuivi ses travaux en demandant d'étendre cette provision aux autres entités du Groupe, avec un calcul par survenance ce qui a conduit à une mise à jour / dotation de la provision en 2023. - Pour KLESIA MUT', les impacts sont les suivants : une dotation brute de 6,8 M€ et nette de réassurance de 1,2 M€.
Prestations	Des prestations 2023 en forte augmentation - En santé, dérive importante en lien avec une consommation accentuée et les évolutions règlementaires (transferts de charge notamment).
Taux technique	Les taux techniques ont été maintenus à 0% par prudence.

A.2 Performance technique

Evolution du solde de souscription entre 2022 et 2023 :

Compte de résultat (en M€)	2022	2023	Variation
Primes acquises	365,7	354,9	-10,7
Sinistres payés et frais de gestion de sinistres	-268,0	-277,9	-9,8
<i>Dont prestations</i>	-255,8	-264,8	-9,0
<i>Dont frais de gestion de sinistres</i>	-12,2	-13,1	-0,8
Charge des provisions	-1,9	0,0	1,8
<i>Dont charge de PE</i>	1,1	1,2	0,2
<i>Dont charge des autres provisions</i>	-2,9	-1,3	1,6
Participation Résultats	-1,0	-0,2	0,7
Solde de souscription	94,8	76,8	-18,0
Primes cédées	-295,3	-283,8	11,5
Prestations cédées	207,4	211,7	4,3
Charges de provisions cédées	0,4	-0,4	-0,8
Participation aux résultats cédée	-1,4	0,3	1,7
Solde de souscription net	5,8	4,5	-1,3

Le solde de souscription brut de l'année 2023 s'élève à 76,8 M€ contre 94,8 en 2022, soit une baisse de 18 M€, en lien principalement avec des effets de survenances antérieures.

. Le solde de souscription net de l'année 2023 s'élève à 4,5 M€ (5,8 M€ en 2022).

Le solde de souscription se décompose entre les LoB Solvabilité 2 comme suit :

Solde de souscription (en M€)	2022	2023	Variation
Assurance de protection du revenu	5,3	5,7	0,3
Assurance des frais médicaux	89,9	64,9	-24,9
Assurance santé	1,2	0,3	-0,9
Autre assurance vie	-1,7	5,8	7,5
Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées	0,0	0,0	0,0
Total	94,8	76,8	-18,0

La dégradation du solde de souscription est portée par la Lob Assurance des frais médicaux, avec une dérive importante en lien avec une consommation accentuée et les évolutions réglementaires (transferts de charge notamment).

A.3 Performance financière

A.3.1 Composition du portefeuille

La structure des actifs gérés du portefeuille de KLESIA MUT' se décompose comme suit :

Valeur nette comptable (en M€)	2022	2023	Evol % R23/R22
Actifs financiers	196,0	203,2	3,7%
dont Actions	5,1	1,9	-63,8%
dont Taux	179,8	176,4	-1,8%
dont Monétaires	1,1	14,9	<100%
dont Immobilier Papier	10,0	10,0	0,0%
Immobilier	0,9	0,9	-9,3%
Participations, Dépôts, Prêts	35,6	46,8	31,5%
Total des actifs gérés (1)	232,5	250,8	7,9%

(1) Actif Net (hors surcote décote)

Le total des actifs gérés au 31 décembre 2023 en valeur nette comptable, est en hausse de 7,9% (+18,3 M€) sous l'effet de remontées de liquidités/avoirs bancaires en placements long terme et participation dans JAJI Conseil.

A.3.2 Résultats des activités d'investissement

Résultat financier par type de revenus (en M€)	2022	2023	Evol % R23/R22
Revenus des placements	6,2	5,3	-14,5%
Plus et moins values réalisées nettes	0,7	0,8	17,2%
Frais de gestion des Placements (yc intérêts et frais financiers)	-0,1	-0,1	11,0%
Autres produits et charges de placements	-0,5	-0,6	-34,3%
Résultat financier	6,3	5,4	-14,6%
Rémunération créance Generali	-1,7	-2,5	-48,0%
Résultat financier net du partenariat Generali	4,7	2,9	-37,1%

Résultat financier par classe d'actifs (en M€)	2022	2023	Taux de Rendement Comptable 2023
Taux	3,8	3,8	2,1%
Actions	0,2	0,4	18,7%
Monétaires	0,0	0,1	1,1%
Immobilier Papier	0,4	0,3	3,5%
Immobilier	2,1	0,4	40,4%
Participations, Dépôts, Prêts	-0,1	0,5	1,3%
Autres	0,1	0,0	Na
Total Institution	6,3	5,4	2,2%
Rémunération créance Generali	-1,7	-2,5	
Résultat financier net du partenariat Generali	4,7	2,9	1,2%

Le résultat financier 2023 – avant rémunération de la créance - est en baisse de -14,6 % (-0,9 M€). Cette progression provient :

- D'une plus-value exceptionnelle 2022 sur vente immobilier (saint aubin +2,2 M€)
- Partiellement compensé en 2023 par :
 - La vente de Dijon + 0,4 M€
 - Un dividende net Kerpsad Courtage en hausse +0,3 M€
 - Des plus-values action +0,4 M€
 - Une hausse des revenus monétaires de + 0,2M€

La rémunération de la créance étant calculée sur la base du montant des provisions et du taux de rendement, son évolution d'une année sur l'autre est – elle - en lien avec ces des deux éléments.

A.4 Performance des autres activités

KLESIA MUT' ne possède pas d'autres activités susceptibles d'entrer dans cette catégorie.

B Système de gouvernance

B.1 Informations générales

La présente section a pour objet de présenter l'organisation de la gouvernance de KLESIA MUT' au sein du Groupe KLESIA et aborde successivement :

- l'organisation générale du Groupe KLESIA (B1.1) ;
- le système de gouvernance de KLESIA MUT' (B1.2) ;
- la politique de rémunération (B1.3) ;
- l'adéquation du système de gouvernance des risques (B.1.4)

B.1.1 Organisation générale du Groupe KLESIA

Le système de gouvernance de KLESIA MUT' s'appuie sur des principes de gouvernance communs au Groupe et à l'ensemble de ses entités assurantielles :

- les organes d'administration, de gestion ou de contrôle des entités du Groupe (AMSB) ;
- une direction opérationnelle mutualisée.

Les organes d'administration, de gestion et de contrôle de KLESIA MUT'

KLESIA MUT' est dirigée par un organe d'administration, de gestion et de contrôle appelé **AMSB** pour "*Administrative, Management or Supervisory Body*".

Il se compose, d'un Conseil d'Administration (CA) et d'une direction effective, formée de trois personnes dont le Président, conformément au Code de la Mutualité.

Les administrateurs des entités du Groupe KLESIA ont choisi, de désigner pour leur entité un Directeur Général et un Directeur Général Délégué **cohérents avec les dirigeants effectifs de la SGAM**, afin de garantir une vision transverse et complète des entités du Groupe, de faciliter la définition d'une stratégie commune et de renforcer la cohérence et la mutualisation opérationnelle entre elles.

Afin de permettre la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration, ce dernier valide des délégations de pouvoirs à la Présidence de la Mutuelle qui peut les déléguer au Directeur Général.

Les délégations des pouvoirs financiers obéissent à des règles de signatures et de seuils d'engagement ou de règlement des dépenses qui sont validées par le Conseil d'Administration, avec des seuils stables depuis la création du Groupe.

Une direction opérationnelle mutualisée

Dans la même logique, l'organisation opérationnelle du Groupe et de ses entités est fondée sur une mutualisation permettant la recherche de l'efficacité et la maîtrise des coûts qui se traduit par :

- un organigramme unique adopté par l'ensemble des entités du Groupe KLESIA, afin de favoriser la mutualisation et l'optimisation des moyens ;
- la désignation des quatre mêmes responsables de **fonctions clés** dans toutes les entités du Groupe afin que toutes bénéficient de leurs expertises.

Une définition partagée de la stratégie et des moyens qui sont définis au niveau des entités de tête

Les entités du Groupe KLESIA s'organisent autour d'une Association Sommitale qui définit les grandes orientations politiques et stratégiques du Groupe et contrôle les conditions d'exécution de ses décisions, d'une SGAM qui regroupe les entités assurantielles ainsi que de Groupements d'intérêt économiques au sein desquels sont mutualisées les ressources du Groupe.

KLESIA MUT', qui est membre de ces structures, est donc partie prenante des décisions qui sont prises dans leurs instances et qui participent à sa propre gouvernance.

B.1.2 Le système de gouvernance de KLESIA MUT'

Le Conseil d'Administration de KLESIA MUT' est au cœur de la gouvernance de l'institution. Il rend compte à l'Assemblée Générale qui se réunit *a minima* annuellement et s'appuie sur plusieurs instances qui préparent ses décisions. Ces instances sont décrites ci-après.

Le Conseil d'Administration de KLESIA MUT'

La Mutuelle est administrée par un Conseil d'Administration composé de 30 membres, les membres participants devant représenter au moins les deux tiers du Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale des Délégués, pour une durée de quatre ans.

Le Conseil a été renouvelé en novembre 2022.

Les instances émanant du Conseil qui en préparent les décisions

Le Bureau est élu tous les quatre ans par et parmi les membres du Conseil d'Administration. Il est composé de huit membres, dont un Président, trois Vice-présidents, un Trésorier, un Trésorier Adjoint, un Secrétaire et un Secrétaire Adjoint.

Il est chargé de préparer les travaux du Conseil d'Administration. Il procède également à l'étude des questions renvoyées par le Conseil.

La Commission d'Audit est chargée d'assurer le suivi du processus d'élaboration et de contrôle de l'information comptable et financière sous la responsabilité exclusive et collective du Conseil d'Administration. Elle est composée d'administrateurs choisis en raison de leur compétence en matière financière ou comptable, ou bien formés dans ces domaines. Elle se réunit pour préparer les travaux du Conseil en lui dispensant un éclairage dans les domaines suivants :

- le contrôle légal des comptes annuels,
- l'information financière,
- l'audit interne et externe.

La Commission des Risques a pour mission l'analyse des risques techniques, financiers et opérationnels. Elle est composée d'administrateurs choisis en raison de leurs compétences et se voit présenter l'ensemble des travaux ORSA et le projet de rapport les matérialisant, pour les soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration. Ses travaux doivent permettre au Conseil d'Administration de valider les reporting obligatoires (dont le rapport au régulateur RSR, le rapport au public SFCR, le rapport ORSA et le rapport de contrôle interne) ainsi que le bilan et le plan détaillé de la fonction de vérification de la Conformité, de suivre le profil de risque et son évolution dans le temps, de valider le cadre d'appétence aux risques et les politiques obligatoires. Elle dispense également au Conseil d'Administration un éclairage dans le domaine du contrôle interne. Les travaux de cette commission sont communiqués à la commission d'audit.

Le présent rapport a été validé par la Commission des Risques du 3 avril 2024 et communiqué à la présidence du Conseil d'Administration. Il sera soumis au Conseil d'Administration le 23 mai 2024.

Le Comité de suivi de mission est porté par l'Association Sommitale, au travers de la Commission Intérêt Général, et est composé d'Administrateurs désignés par les entités à mission. Il a pour objet exclusif d'assurer le respect et l'évaluation de la mission que l'institution entend poursuivre.

Il alerte le Conseil si l'institution dévie de sa mission d'intérêt général et procède à toute vérification qu'il juge opportune.

L'Assemblée Générale de KLESIA MUT'

L'Assemblée Générale est constituée de délégués élus pour 4 ans par l'ensemble des adhérents de la mutuelle invités à voter par correspondance. Le nombre de délégués est déterminé par section en fonction du nombre de membres participants pour une section.

L'Assemblée Générale est seule habilitée à se prononcer sur :

- la modification des statuts,
- le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations que l'Institution soit cédante ou cessionnaire,
- la fusion, scission ou dissolution de l'Institution,
- la délibération de toutes les questions relatives aux comptes et leur approbation
- la nomination des Commissaires aux comptes.

B.1.3 Politique de rémunération

Rémunération des membres du Conseil d'Administration de KLESIA MUT'

Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

La mutuelle peut cependant verser des indemnités à ses administrateurs dans les conditions mentionnées aux articles L.114-26 à L.114-28 du Code de la Mutualité.

Les administrateurs ont droit au remboursement des frais de déplacement ou de séjour selon des règles validées par le Conseil et cohérentes avec la réglementation en vigueur.

Rémunération des Dirigeants Effectifs, des Fonctions Clés et des membres du Comité Exécutif

Le comité des rémunérations de l'Association Sommitale fixe les éléments constitutifs et les évolutions du contrat de travail du Directeur Général, et émet un avis chaque année sur l'ensemble des éléments de rémunération des membres du Comité Exécutif - dont le Directeur Général Délégué et trois des quatre Responsables de Fonctions clés font partie - ainsi que du Responsable de Fonction clé n'appartenant pas au Comité Exécutif.

La structure de rémunération des membres du Comité Exécutif tient compte des orientations stratégiques et de l'appétence au risque du Groupe de sorte d'inciter à l'atteinte des objectifs fixés par l'AMSB avec une prise de risques maîtrisée.

Transactions importantes conclues avec des acteurs de la gouvernance

Aucune transaction importante n'a été conclue entre KLESIA MUT' et ses administrateurs, ses dirigeants, ni avec aucun des membres du Comité Exécutif en 2023.

B.1.4 Adéquation du système de gouvernance des risques

Le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne de KLESIA, détaillé dans les sections B.3 et B.4 du présent document, couvre l'ensemble des activités de KLESIA MUT' et plus largement du Groupe KLESIA, du management aux activités opérationnelles et support.

Par ailleurs les engagements pris à l'égard des assurés et la politique suivie en matière de gestion financière démontrent que le profil de risques de l'entité est non complexe, justifiant ainsi le caractère proportionné du système de gestion des risques déployé.

B.2 Compétence et honorabilité

Une politique écrite, 'Politique Compétence et Honorabilité', définit le cadre et les actions permettant de veiller à l'honorabilité et à la compétence des acteurs de l'administration du Groupe.

Elle s'applique aux Administrateurs, Dirigeants Effectifs et Responsables des Fonctions Clés des entités du périmètre assurantiel du Groupe, et détaille les modalités et moyens mis en œuvre pour s'assurer de la compétence et de l'honorabilité des acteurs de la gouvernance de KLESIA MUT'

Le Groupe KLESIA a souhaité renforcer le dispositif de gestion des conflits d'intérêt en confiant son pilotage à un Déontologue dont c'est la mission exclusive.

Ce dernier directement rattaché au Directeur Général pour garantir son indépendance a pour objectif de :

- réduire les risques éthiques pour l'entreprise. Il contribue ainsi à protéger les Groupes et leur gouvernance contre une atteinte à sa réputation, à éviter des sanctions de la part de l'administration et une éventuelle perte financière.
- renforcer la confiance des parties-prenantes (notamment des clients) par une évolution des bons comportements et du climat éthique,
- dans un contexte général de renforcement des exigences en la matière, de structurer et d'organiser une démarche en matière d'éthique pour gagner en efficacité.
- Enfin, aider les salariés à faire le lien entre leurs comportements éthiques dans leur travail au quotidien, dans leurs relations aussi bien en interne qu'avec l'externe, et les résultats économiques de l'entreprise.

B.2.1 Honorabilité des acteurs de la gouvernance

Les éléments et actions permettant d'apprécier l'honorabilité de chaque personne

L'appréciation de l'honorabilité consiste à s'assurer de l'absence d'éléments concrets prouvant un manque d'honorabilité et de l'absence de risque qu'un acteur soit confronté à un conflit d'intérêt dans le cadre de son mandat.

Pour cela, plusieurs éléments sont collectés et analysés afin d'évaluer l'honorabilité d'une personne :

- un extrait de son casier judiciaire national (bulletin n°3) réactualisé régulièrement ;
- une déclaration sur l'honneur de non-condamnation correspondant à la réglementation en vigueur ;
- une déclaration de l'ensemble des mandats et des participations significatives de la personne.

Le traitement des éventuels risques de défaillance d'honorabilité d'une personne

Si un risque de défaillance d'honorabilité d'un administrateur ou d'un dirigeant effectif apparaissait, une procédure d'alerte serait immédiatement déclenchée afin que les autres acteurs de la gouvernance de KLESIA MUT' puissent échanger avec lui sur le problème rencontré et juger d'un éventuel risque pour l'entité.

A cet égard, la Politique de gestion des conflits d'intérêts du Groupe couvre l'ensemble des entités du Groupe et de toutes les parties prenantes, notamment la gouvernance politique et opérationnelle du Groupe qui englobe l'ensemble des administrateurs et des dirigeants effectifs des entités.

Une procédure de gestion des conflits d'intérêts venant compléter cette politique, décrit les étapes du dispositif et s'applique à la gouvernance, composée :

- Des administrateurs, membres des conseils d'Administration et de Surveillance,
- Des dirigeants des entités du Groupe KLESIA,
- Des responsables des fonctions clés.

De plus, la Politique Compétence et Honorabilité du Groupe définit les règles applicables ainsi que les processus garantissant leur mise en œuvre en matière de compétence et d'honorabilité.

B.2.2 Compétences des acteurs de la gouvernance

Les moyens mis en œuvre pour apprécier la compétence des acteurs (Conseil d'Administration, Dirigeants effectifs et Fonctions clés)

L'appréciation des compétences d'un individu résulte de la combinaison de son expérience pratique et des connaissances théoriques sur les cinq domaines de compétence définis par l'EIOPA, auxquels s'ajoutent les compétences sur l'Action Sociale et l'intérêt général de KLESIA MUT'.

La compétence collective est la somme des compétences des individus composant une instance de décision, étant entendu que la compétence d'une seule personne ne peut suffire à rendre compétent un Groupe.

Le niveau de compétences requis est ensuite défini en tenant compte de l'instance (conseil d'administration, commission des risques...) ou de la fonction visée (responsable conformité...), avec des attentes pouvant être différentes selon le domaine de compétence.

Enfin, l'appréciation de la compétence d'un acteur est confrontée au niveau de compétence requis par sa fonction afin d'évaluer les éventuels besoins de renforcement de compétences et de lui proposer un programme de formation adapté.

Une analyse des diplômes, de l'expérience individuelle et du parcours de formations suivi est effectuée par la Direction du Secrétariat Aux Instances pour les administrateurs, et par la Direction des Ressources Humaines et la Direction Générale pour les salariés.

Les moyens mis en œuvre pour maintenir et accroître la compétence des acteurs

Afin d'entretenir la compétence de ses dirigeants, le Groupe facilite l'information des dirigeants sur les évolutions liées aux différents domaines ciblés et propose à tous les acteurs de la gouvernance des parcours de formation permettant de garantir l'adéquation de leurs compétences aux responsabilités qui sont les leurs.

Un programme de formation dédié aux administrateurs est bâti et actualisé chaque année prenant en compte l'évolution du marché, de la réglementation et des exigences de compétences. Il est proposé chaque année à chaque administrateur un programme personnalisé en fonction de l'évaluation de sa compétence et de ses mandats.

A titre d'exemple, tous les ans, des administrateurs du Groupe KLESIA sont formés au cursus mis en place avec la FNMF, Sciences Po et reconnu par l'Institut Français des Administrateurs, qui porte sur l'ensemble des compétences requises d'un administrateur pour la gouvernance d'une mutuelle. Le CTIP propose également avec Sciences Po une formation équivalente pour la gouvernance des institutions de prévoyance, qui peut ainsi être proposées aux administrateurs.

B.3 Système de gestion des risques

B.3.1 Cadre du système de gestion des risques de KLESIA MUT'

La politique de gestion des risques

La politique de gestion des risques établit et formalise les principes de la gestion des risques. Son contenu vise en particulier à :

- présenter la stratégie en matière de gestion des risques en lien avec la stratégie globale au niveau Groupe KLESIA ;
- décrire le système de gouvernance de la Gestion de Risques (définir les rôles et responsabilités / reporting, etc.) ;
- décrire les liens avec le processus d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (BGS, exigences en matière de Capital réglementaire, Adéquation à la formule standard) ;
- définir les principaux risques auxquels KLESIA MUT' est exposée ;
- indiquer les limites approuvées de tolérance aux risques ;
- détailler les mécanismes de contrôle des risques.

La politique est proposée par le Directeur des Risques, arrêtée par le Directeur général, proposée à la Commission des Risques et validée par le Conseil d'Administration. Le Directeur des Risques est le responsable de la fonction « Gestion des Risques ». Il s'assure de la bonne application de la politique de gestion des risques. Cette politique est mise à jour annuellement.

Gouvernance et intégration de la fonction de gestion des risques

Intervention de l'AMSB dans les processus de gestion des risques

L'AMSB joue un rôle actif dans l'appréciation de l'évaluation prospective des risques en participant notamment aux évaluations présentées dans le rapport, à la détermination et validation de l'appétence aux risques et aux différentes limites assignées aux métiers.

Intégration de la fonction Gestion des risques dans le dispositif

Les principales missions de la fonction Gestion des risques sont décrites dans la sous-section B.1.1 du présent document. Elles sont effectuées en lien avec les autres fonctions clés.

Comitologie

Le Comité des Risques et de la Solvabilité (composé d'opérationnels) a essentiellement les missions suivantes :

- Pilotage du processus ORSA (régulier et occasionnel)
- Validation et suivi du profil de risque
- Suivi des cadres d'appétence, tolérance et limites de risques
- Vérification des exigences réglementaires de Solvabilité
- Veiller au respect des politiques obligatoires.

Le Comité des Risques et de la Solvabilité se réunit également en cas d'identification de différentes catégories d'événements pouvant avoir un impact sur le profil de risques des entités du Groupe et nécessitant le déclenchement d'un processus ORSA occasionnel (évolution du business plan, évolution réglementaire, événement extérieur significatif). Ses travaux sont préparés en amont par d'autres comités spécialisés.

B.3.2 Description du système de gestion des risques

Processus général

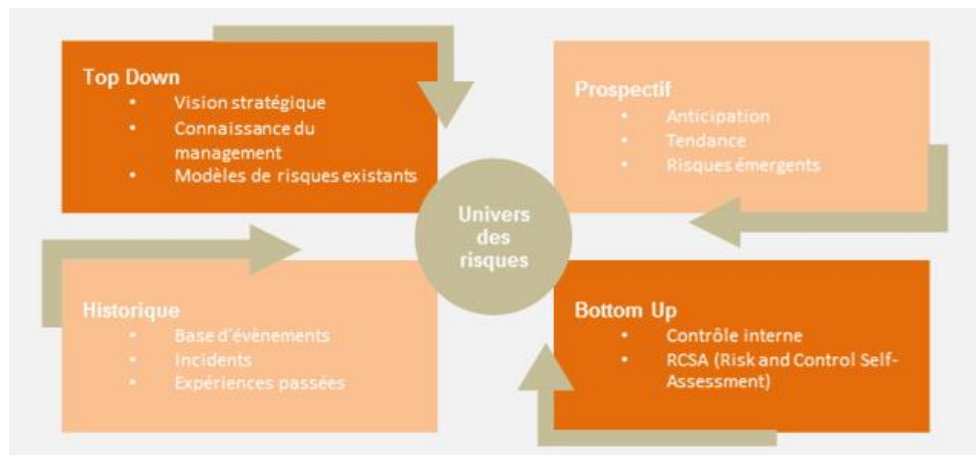
L'univers des risques de KLESIA MUT' est composé de risques regroupés par catégories. A chacune de ces catégories est associé un référentiel, revu au moins annuellement¹ et couvrant l'ensemble des risques pouvant impacter l'entreprise :

Catégorie de risques	Référentiel associé
Risques Opérationnels	Référentiel des risques opérationnels
Risques Stratégiques	Référentiel des risques stratégiques
Risques Techniques (souscription, provisionnement, etc...)	Adaptation du référentiel IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne)
Risques Financiers (liés à la gestion d'actifs)	

Quel que soit le type de risques, le processus d'identification se décompose en quatre étapes principales :

- réalisation d'une cartographie des risques ;
- évaluation de la gravité des risques et de leurs dispositifs de maîtrise afin d'obtenir un niveau de criticité ;
- validation des risques importants retenus en Comité des Risques et de la Solvabilité ;
- détermination du profil de risque.

Pour chaque type de risques, un dispositif de gestion du risque est mis en place au sein du Groupe KLESIA. Il s'appuie sur la combinaison de deux approches présentées dans le schéma ci-dessous :



- **Approche « Top-Down »** : définition de l'appétence aux risques par l'AMSB, qui est ensuite déclinée en tolérance aux risques, puis en limites de risques opérationnelles sur les principaux processus. Le dispositif de contrôle permanent a pour objectif d'évaluer à *posteriori* la maîtrise des risques. Le contrôle permanent intervient donc en aval de la gestion des activités ;
- **Approche « Bottom-Up »** : correspond au suivi des risques opérationnels, techniques et financiers par le Contrôle Interne. Elle a pour but de s'assurer que la gestion des risques est prise en compte dans l'élaboration de la stratégie ainsi que dans toutes les activités.

Processus spécifique aux risques financiers

Respect du principe de la « Personne prudente »

¹ Sauf le référentiel des risques stratégiques qui est mis à jour en fonction de l'évolution des objectifs stratégiques définis par le Groupe KLESIA.

La stratégie d'investissement est guidée par trois principes de base qui sont la préservation du capital investi, une couverture appropriée du passif (duration actif / passif) et une prise de risque adaptée aux niveaux des fonds propres de l'entité.

L'allocation est choisie dans l'optique d'une optimisation des résultats sous contrainte d'appétit au risque (couverture du SCR).

Les actifs peuvent comprendre des actions de grandes et moyennes capitalisations européennes, des actions internationales au sein d'OPC, des obligations en euro de catégorie « investment grade » et "non investment grade" limitée au BB et des obligations non notées, de l'immobilier d'exploitation du Groupe KLESIA, de l'immobilier pierre-papier, et des SICAV monétaires.

Les produits structurés et dérivés sont interdits ainsi que les produits en devises (exceptés les actions en devises au sein d'OPC). Le principe de transposition applicable à l'ensemble des classes d'actifs en portefeuille conduit à limiter les investissements sur des OPC (hors OPC dédiés).

Des limites d'exposition sont imposées par secteur économique, par notation et par émetteur.

Evaluation des activités d'investissements exceptionnelles

Les investissements à caractère exceptionnel sont, pour KLESIA MUT', des investissements qui sortent du schéma de l'allocation définie à travers les mandats et les fonds dédiés. C'est le cas des investissements non cotés - dont le processus de décision passe par une approbation explicite en comité d'investissement au-delà de 5 millions d'euros.

Evaluations de crédit

Utilisation d'évaluations de crédits par les OEEC

L'institution de prévoyance utilise les notations fournies par les trois organismes externes d'évaluation de crédit (OEEC), enregistrées conformément au règlement (CE) n° 1060/2009 du Parlement européen et du Conseil, soient Standard & Poor's, Moody's et Fitch.

La règle d'affectation d'une évaluation de crédit a été définie comme suit :

- **Cas N°1** : une seule évaluation est disponible : dans ce cas elle est retenue ;
- **Cas N°2** : plusieurs évaluations sont disponibles : le choix se porte sur la seconde meilleure note.

Utilisation d'évaluations de crédits propres

L'institution de prévoyance ne dispose pas d'un référentiel de notation interne.

Risques majeurs identifiés

Sur la base des travaux ORSA 2023, l'étude de l'ensemble des risques de KLESIA MUT' a permis d'identifier quatre risques majeurs :

N°	Description
1	Risque d'une cyber-attaque majeure
2	Risque financier sur la valorisation de l'actif.
3	Risque de déviation de la sinistralité induite par la constatation d'une sinistralité exceptionnelle (à la suite de la crise sanitaire type Covid-19 par exemple) ou une tarification qui se révélerait sous-évaluée.
4	Risque de défaillance d'un sous-traitant majeur, sur le périmètre des activités critiques de l'entité

Plan d'actions

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'une étude dans le cadre du processus ORSA. Les risques financiers (2) et techniques (3) font l'objet de chocs particuliers et sont intégrés dans un choc les combinant. En cas de non-respect du seuil d'appétence aux risques sur chacun des chocs unitaires ou du choc combinant les autres, le besoin supplémentaire de capital est alors intégré dans le calcul du Besoin Global de Solvabilité.

Les risques opérationnels font l'objet d'évaluations spécifiques en fonction de scénarii déterministes. Cette évaluation permet d'évaluer l'adéquation du profil de risque opérationnel de KLESIA MUT' au SCR opérationnel de la formule standard. En cas d'insuffisance, la différence est alors intégrée aux Besoin Global de Solvabilité. Sur l'exercice 2023 (campagne ORSA 2023), un montant supplémentaire de 13,0 MEUR a été intégré au besoin global de solvabilité au titre des risques opérationnels.

Pour l'ensemble des risques identifiés et en particulier pour les risques majeurs, la Direction des Risques a défini des plans d'actions qui précisent notamment les actions curatives ou préventives déjà présentes ou en cours de déploiement permettant de contenir les impacts et limiter la probabilité de survenance des risques identifiés. Il est également défini, dans le cadre du processus ORSA, des mesures de management à mettre en place en cas de concrétisation de risques aboutissant à un impact sur le ratio de couverture du SCR parmi lesquels :

- une revue du plan de développement commercial ;
- la mise en place d'une politique de souscription plus exigeante sur les affaires nouvelles ;
- une revue de la tarification des affaires existantes ;
- la résiliation des contrats les plus déficitaires ;
- l'abandon et / ou le report de projets jugés moins stratégiques, de nature à alléger le poids des dépenses, donc des frais de gestion.

Ces plans d'actions sont de nature à remédier de façon graduelle aux risques de déviations de la sinistralité ou d'évolutions défavorables des marchés financiers (risques 2 et 3).

Les risques de nature opérationnelle liés à la sous-traitance font l'objet du suivi des activités externalisées tel que décrit dans la partie B.7.4 de ce rapport.

De plus, les risques Cyber font l'objet d'une couverture d'assurance.

Les travaux de poursuite de sécurisation en termes de risques de non-conformité sont exposés en partie B.4.2.

B.3.3 Processus ORSA

L'évaluation interne des risques et de la solvabilité (*Own Risk & Solvency Assessment – ORSA*) recouvre l'ensemble des processus d'identification, de mesure, de surveillance, de gestion et de reporting des risques à court et moyen termes, ainsi que la détermination du niveau moyen de fonds propres requis en adéquation

avec le profil d'activités et de risques, et les limites de tolérance au risque de la société. KLESIA MUT' a procédé à une évaluation interne des risques et de la solvabilité qui a porté sur les trois évaluations rendues obligatoires par la réglementation.

Un rapport synthétisant l'ensemble des travaux réalisés dans le cadre de l'ORSA est produit annuellement. Il est transmis chaque année aux instances de Direction, à la Commission des Risques et au Conseil d'Administration pour validation, puis aux autorités de supervision deux semaines au plus tard après son approbation par le Conseil d'Administration.

En outre, le processus ORSA se décompose en un processus régulier et un processus dit « exceptionnel » en fonction de la survenance d'événements particuliers significatifs et non anticipés dans le cadre de l'ORSA régulier et conduisant à une déformation du profil de risques.

Evaluation du Besoin Global de Solvabilité

L'évaluation du Besoin Global de Solvabilité (ci-après « BGS ») suppose, en amont, la réalisation de plusieurs travaux :

- construction du scénario central à partir du Plan Prévisionnel d'Activité et des données de l'Estimé-Budget ;
- définition et mise en œuvre du cadre d'appétence aux risques ;
- identification des risques majeurs et analyse du caractère adéquat et suffisant de capital de solvabilité requis déterminé avec la formule standard ;
- étude permettant d'identifier les différences entre le profil de risques de KLESIA MUT' et les hypothèses qui sous-tendent le capital de solvabilité requis calculé par la Formule Standard.

Le BGS est calculé en adéquation avec l'appétence aux risques sur l'ensemble de la période de projection.

Respect permanent des exigences de capital minimum (MCR) et requis (SCR)

L'évolution des MCR et SCR de KLESIA MUT' a été étudiée selon différents scénarios :

- Le scénario central retenu dans le cadre du plan prévisionnel d'activité ;
- Des scénarios ORSA adaptés aux spécificités de KLESIA MUT' et de ses risques majeurs identifiés.

En cas de franchissement des limites définies dans le cadre d'appétence, des plans d'actions sont identifiés tels que présentés en partie B.3.2. Si ces derniers ne sont pas suffisants et si besoin est, conformément à la Convention d'affiliation à la SGAM KLESIA Assurances, la solidarité financière entre les membres de cette dernière pourrait également être mise en œuvre.

Tests de résistance et analyses de sensibilité

Dans le cadre du processus ORSA, les tests de résistance suivants ont été effectués. Plusieurs scénarii de stress, déterminés en octobre 2023, sont réalisés à partir du scénario central tenant compte d'une hypothèse de continuité d'activité. Il s'agit :

- De deux scénarii « Actifs », testant notamment l'impact d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt, d'une baisse des actions et de l'immobilier et d'un choc de spread sur les obligations d'entreprises en portefeuille ;
- Du scénario « Technique » simulant un choc sur la sinistralité ;
- Du scénario « Frais » ;
- Du scénario « Combiné » regroupant l'ensemble des scénarii ci-dessus

B.4 Contrôle Interne

B.4.1 Le dispositif de Contrôle Interne

Objectifs et principes généraux du système de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne de KLESIA et de ses entités dont KLESIA MUT', s'inscrit d'une part dans le cadre de référence du COSO ERM (entreprise Risk management) et d'autre part dans le cadre de référence interne.

Le contrôle interne se définit comme un processus mis en œuvre par l'ensemble des lignes métiers sous la supervision de la Direction Générale. Chaque acteur de l'organisation est associé à la maîtrise des risques identifiés sur son périmètre opérationnel afin de garantir :

- La réalisation et l'optimisation des opérations ;
- La fiabilité des opérations financières ;
- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

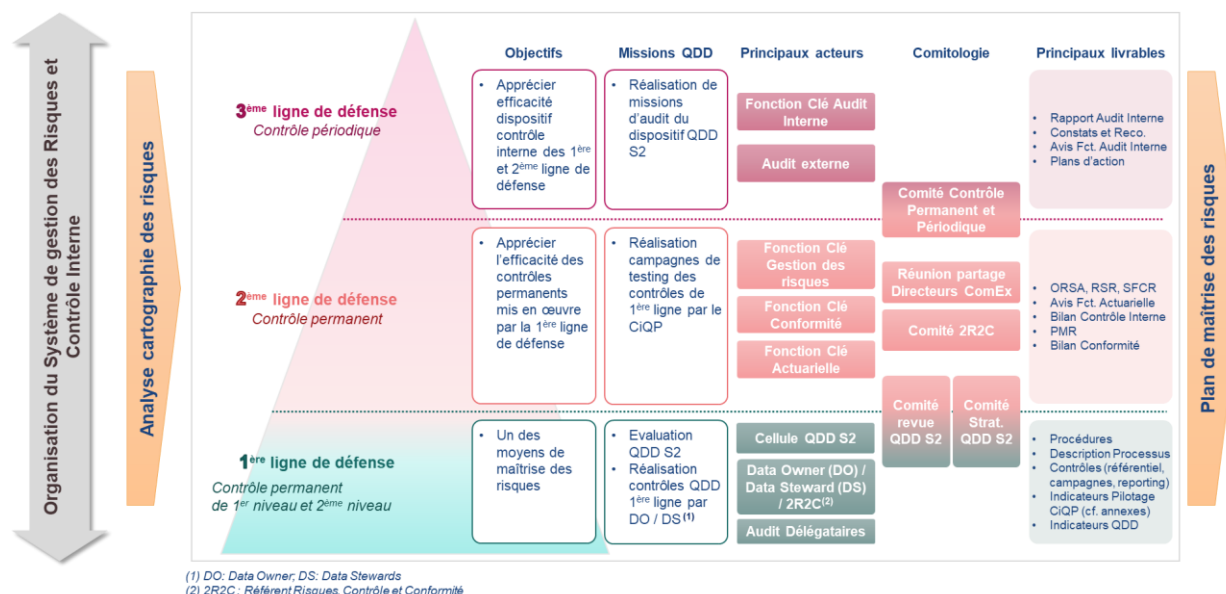
Organisation du système de contrôle interne

L'organisation du système de contrôle interne de KLESIA MUT' est fondée sur un pilotage par les processus et permet d'intégrer les attentes de la Directive Solvabilité 2 en matière de contrôle interne

Organisation des activités de contrôles

Les activités de contrôle de KLESIA MUT' sont organisées sur trois lignes de défense, comme illustré dans le schéma ci-dessous.

Les lignes et niveaux d'organisation du système de contrôle interne :



Première ligne de défense : la sécurisation des activités

Les contrôles de la première ligne de défense correspondent aux moyens de maîtrise mis à disposition de l'ensemble des collaborateurs afin de sécuriser l'exécution de leur activité quotidienne et de s'assurer du respect des procédures. Ce contrôle permanent se compose des éléments suivants :

- Les procédures ;
- Les indicateurs de pilotage et d'alertes ;
- Les contrôles automatisés et formalisés ;
- Les contrôles de 2ième niveau de la 1ère ligne de défense.
-

Deuxième ligne de défense : l'assurance de l'efficacité du dispositif de sécurisation des activités

La deuxième ligne de défense est constituée des services fonctionnels responsables de domaines d'expertise et des fonctions dédiées à l'animation du dispositif global de maîtrise des risques (fonctions de gestion des risques, de contrôle interne, d'assurance, de conformité...). Elle correspond ainsi à un niveau de contrôle davantage indépendant que la première ligne, qui vise à vérifier l'efficacité de cette première ligne de maîtrise mais également à réaliser des contrôles complémentaires.

Risques	Moyens de maîtrise et contrôles
Risques opérationnels	Les contrôles permanents de 2 ^{ème} ligne, permettent de vérifier l'exactitude, l'exhaustivité, l'autorisation et la conformité des actions ou transactions effectuées.
Risques techniques	Les contrôles de deuxième ligne portant sur les risques techniques sont effectués principalement par la Fonction Actuarielle.
Risques financiers	Les contrôles de deuxième ligne portant sur les risques financiers sont effectués principalement par la fonction gestion des risques, à l'aide d'états périodiques émanant de la Direction des Investissements et des états des placements issus de l'outil interne de tenue de positions.
Risques de non-qualité des données Solvabilité 2	Le dispositif de contrôles s'étend à l'ensemble des données du Système d'Information KLESIA ou en provenance de sources déléguées, jusqu'aux calculs des indicateurs S2 en vue de répondre aux critères d'exhaustivité, de caractère approprié et d'exactitude des données S2 utilisées.

Troisième ligne de défense : l'organisation des contrôles périodiques

Les contrôles périodiques constituent la troisième ligne du dispositif de contrôle interne. L'ensemble des entités du Groupe disposent d'une organisation de contrôle périodique centralisée et homogène composée d'audits internes et de contrôles externes.

Contrôles périodiques	Description
Audit interne	Le contrôle périodique réalisé par la Direction de l'Audit est une activité indépendante et objective qui à travers des missions d'audit évalue l'efficacité du système de maîtrise des risques et de contrôle interne. Chaque année, lors de ses missions d'audit, la Direction de l'Audit évalue l'efficacité des contrôles permanents de 1 ^{er} et de 2 nd lignes. cf. partie B.5
Les contrôles externes	Des contrôles externes sont réalisés par des organismes externes de contrôles, et par les Commissaires aux Comptes. Lors de leurs missions intérimaires, les Commissaires aux Comptes formulent certaines recommandations sur la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne. Leurs missions complètent le dispositif de contrôle périodique. Le suivi des plans d'actions issus des recommandations est centralisé par la Direction de l'Audit.

Les acteurs du système de contrôle interne

L'efficacité du système de contrôle interne mis en œuvre par KLESIA repose notamment sur l'intégration et la responsabilisation de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise et est décrite dans la Politique de contrôle interne.

Politique de contrôle interne

La Politique de contrôle interne a pour objectif d'indiquer clairement les responsabilités, les objectifs, les processus et les procédures de reporting applicables en matière de contrôle interne en cohérence avec la stratégie d'entreprise globale de l'entreprise.

Les rôles et missions de chacun des acteurs y sont décrits, dont notamment : le Conseil d'Administration, la Direction Générale, la Direction des risques, le management opérationnel et les contrôleurs.

B.4.2 Orientations menées sur la période de référence

En 2023, afin de sécuriser les activités des entités de KLESIA MUT', trois orientations ont été définies et mises en œuvre :

- La maîtrise des activités ;
- La continuité d'activités ;
- La communication et la sensibilisation.

La maîtrise des activités

En réponse aux risques opérationnels majeurs de KLESIA et de ses entités dont KLESIA MUT' le dispositif global de maîtrise des risques est monté en maturité avec :

- la poursuite du renforcement du plan de contrôles permanents de la première ligne de défense couvrant les risques opérationnels de :
 - Sécurité des systèmes d'information ;
 - Conformité ;
 - Qualité des données.
- la consolidation du plan de contrôle structuré au niveau de la deuxième ligne de défense pour permettre l'analyse et l'optimisation du dispositif de maîtrise des risques mis en œuvre par la 1^{ère} ligne de défense.

En fonction de la criticité des processus et de l'importance des risques considérés, le plan de contrôle de 2^{ème} ligne de défense peut prévoir plusieurs modalités de contrôle permanent, par exemple : *suivi des indicateurs de mise en œuvre / conformité des actions de maîtrise des risques, revue d'ensemble allégée des procédures de contrôle et de la matérialisation des points de contrôles opérationnels ou revue détaillée et testing de l'efficacité des contrôles clés au travers de campagnes d'évaluation récurrentes.*

En 2023, le plan de contrôle de la deuxième ligne de défense a porté sur l'évaluation de l'efficacité du dispositif de contrôle interne de la Qualité des données S2 et des dispositifs de Conformité Réglementaire (RGPD, Fraude, LCB-FT, DDA, Eckert et Sapin 2) et de Sécurité des Système d'information mis en œuvre par la 1^{ère} ligne de défense.

En complément du renforcement du dispositif de contrôle interne, KLESIA a ajusté son référentiel de risques opérationnels pour répondre à l'évolution des tendances du marché du capital humain (rétention des talents, optimisation du plan de recrutement, etc..) et aux nouvelles exigences réglementaires (DORA, Durabilité etc..).

La continuité d'activité

Le risque opérationnel peut se matérialiser, engendrer une perte, un dysfonctionnement, un incident voire une crise capable de remettre en question le déroulé partiel ou total des activités du Groupe. C'est donc pour répondre à ces enjeux que le Groupe a **renforcé** toute son organisation qui passe notamment par l'actualisation d'un Plan de Continuité d'Activité et l'établissement d'un plan de résilience métier garantissant ainsi, le maintien en condition opérationnelle des activités dites critiques et essentielles à la bonne marche de KLESIA. Ce dispositif est orienté vers la reconstitution graduelle de l'environnement de travail pour tendre vers un retour à la normale rapide et coordonné dans des conditions applicables aux diverses projections d'indisponibilités. Or, avant de déclencher un plan de continuité d'activité, c'est sur le dispositif des incidents opérationnels que KLESIA doit capitaliser (signaux faibles avant-coureurs).

Afin d'être pertinent et de répondre aux contraintes d'une crise, le dispositif de gestion de crise est orchestré autour de moyens de communication spécifiquement adaptés aux indisponibilités pour communiquer entre membres de la cellule de crise, auprès du personnel, des parties prenantes et organismes de contrôle.

La cellule de crise dispose de ressources documentaires, actualisées, pertinentes et accessibles afin d'outiller les membres des cellules de crise Groupe, Cyber et métiers, dans la résolution du sinistre. Une logistique en adéquation avec l'organisation liée au télétravail a également été pensée et déployée.

Une crise est une situation qui exige une réaction rapide, immédiate et qui mobilise des ressources dans une organisation. Pour nous préparer au mieux à cette situation, KLESIA a organisé un exercice de crise afin de tester l'efficacité de la gouvernance, des procédures et d'acquérir les bons réflexes.

La communication et la sensibilisation

Pour que le Contrôle interne devienne un outil de gestion des risques efficace et que chaque collaborateur en voit les enjeux et les bénéfices, l'ensemble de la ligne managériale de KLESIA a suivi une formation obligatoire sur les éléments fondamentaux du Contrôle interne.

De plus, afin de consolider les connaissances des membres de la cellule de crise métier de KLESIA, une formation / sensibilisation obligatoire a été dispensée autour des dispositifs de continuité d'activité et de gestion de crise.

En complément, une animation régulière des Référents Risques, Contrôle et Conformité a permis une meilleure appropriation de la culture risques et contrôle interne auprès des collaborateurs de KLESIA.

Pilotage périodique des risques et du contrôle permanent

Sur 2023, 7 584 contrôles unitaires ont été réalisés et formalisés dans le S.I.G.R. pour les entités de KLESIA MUT' Le taux de qualité enregistre un taux supérieur à la cible (fixée à 90%) à 95%, Les contrôles en place fonctionnent et permettent de détecter des anomalies. Les anomalies sont corrigées et leur taux de correction est suivi grâce à un indicateur dédié et suivi dans le SIGR Ariane.

B.5 Le système de conformité

Définition de la fonction « vérification de la conformité » et mise en œuvre

La fonction de Vérification de la conformité s'assure du respect et de la mise en œuvre opérationnelle des dispositifs de conformité, notamment dans le cadre d'un comité dédié, le comité conformité, auquel sont conviés notamment les autres fonctions du dispositif de Gouvernance (Gestion des Risques, Actuariat, Audit interne).

Elle exerce ses activités de façon indépendante et a un accès direct et régulier aux organes d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB).

A ce titre, elle est amenée à émettre des avis et/ou alertes, dans le cadre du processus d'escalade, qui permet en outre, de signaler, dans les meilleurs délais, toute non-conformité identifiée, ainsi que les risques associés.

En termes de mise en œuvre, le Groupe prudentiel KLESIA dispose d'un processus de pilotage et de gestion du dispositif de Conformité.

Transverse, ce processus rassemble l'ensemble des services et acteurs du Groupe qui concourent à sécuriser les risques de non-conformité aux réglementations applicables à ses activités, à savoir :

- tant les fonctions transverses : Direction des Risques, Direction Juridique et Conformité, Direction de l'Actuariat, Direction Financière et Prospective, Direction des Ressources Humaines, etc. ;
- que les fonctions opérationnelles : Direction Offre et Stratégie, Direction des Opérations ADP, Direction de l'Organisation et des Systèmes d'Information, etc.

L'efficacité du processus mis en œuvre par le Groupe KLESIA repose notamment sur la responsabilisation de l'ensemble des collaborateurs de l'entreprise.

Les rôles et missions de chacun des acteurs sont décrits dans la politique de conformité Groupe.

Pilotage de la conformité

Le pilotage de la conformité se traduit par des dispositifs permettant d'encadrer la mise en œuvre des exigences légales, réglementaires, des normes et usages professionnels ou déontologiques, applicables aux activités du Groupe KLESIA, et notamment :

- Protection des données à caractère personnel (Règlement Général sur la Protection des Données - RGPD -) ;
- Pratiques commerciales et protection de la clientèle (Directive sur la Distribution des Assurances - DDA -, actifs en déshérence - Loi Eckert -, etc.) ;
- Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Directive LCB-FT),
- Lutte contre la fraude ;
- Lutte contre la corruption (Loi relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et pour la modernisation de la vie économique - Loi Sapin 2 -).

Ce pilotage formalisé dans la politique de conformité Groupe, s'organise de la façon suivante :

- L'élaboration des dispositifs de conformité et le suivi de leurs déploiements.

Les objectifs de cette activité sont de mettre en place un dispositif permettant d'identifier les évolutions réglementaires, par le biais d'une veille réglementaire, d'analyser leurs impacts pour les activités du Groupe KLESIA, d'élaborer un plan de déploiement et de suivi de l'application de ces réglementations.

Dans ce cadre, sont notamment identifiés les différents chantiers de mise en œuvre opérationnelle, un sponsor membre du comité exécutif, et un responsable du projet, ainsi que les échéances.

- La vérification de l'application des exigences réglementaires par les métiers et accompagnement des actions correctives si défaillances.

Les objectifs de cette activité sont d'assurer l'intégration quotidienne au sein des différents processus métiers du Groupe, par les collaborateurs du Groupe, des exigences réglementaires déployées au travers des dispositifs de conformité.

Ainsi, la fonction Vérification de la Conformité accompagne les collaborateurs des directions concernées au travers de préconisations, conseils, avis de conformité, relecture de contrats et supports, sur l'ensemble des sujets relevant du périmètre de la conformité.

Cela permet d'identifier, au regard de la pratique, les éventuelles défaillances et les nécessaires ajustements / plan d'actions correctives à mettre en place après le déploiement.

De plus, sur la base de ces constats, la fonction Vérification de la Conformité contribue à la surveillance et l'actualisation du profil de risque de non-conformité réglementaire du Groupe, intégré dans le dispositif global de cartographie des risques du Groupe, piloté par le Pôle Contrôle Interne et Qualité des Processus.

En complément, et afin de pouvoir détecter les éventuels risques de non-conformité, la fonction Vérification de la Conformité s'appuie sur les travaux des différentes directions du Groupe KLESIA, relatifs notamment aux processus suivants :

- Gestion des incidents ;
- Traitement des réclamations ;
- Contentieux (relatifs à l'assurance de personnes - prévoyance et frais de santé -, l'intermédiation en assurance, la distribution, l'action sociale, etc.), gérés par le Pôle Juridique Institutionnel et Droit de la Protection Sociale.

De plus, un dispositif de formations réglementaires obligatoires, piloté par la fonction Vérification de la Conformité, en collaboration avec le service Formation de la Direction des Ressources Humaines, permet aux collaborateurs d'acquérir les connaissances requises pour la bonne mise en œuvre des exigences réglementaires dans le cadre des dispositifs de conformité.

Politique de conformité

La politique de conformité Groupe, rédigée en adéquation avec la stratégie globale des entités du Groupe KLESIA, est adoptée par l'AMSB. Elle est révisée annuellement.

Elle définit notamment :

- Les rôles et responsabilités des acteurs ;
- Les procédures et reportings mis en place ;
- Le rôle et les missions de la fonction de Vérification de la conformité.

B.6 Fonction Clé d'Audit Interne

B.6.1 Présentation de la Fonction Clé d'Audit Interne

La Fonction Clé d'Audit Interne du Groupe KLESIA assure une fonction de vérification indépendante et objective au sein de l'organisation. Elle constitue le troisième niveau du dispositif de contrôle interne.

La Fonction Clé d'Audit Interne de KLESIA MUT' est exercée par la directrice de l'audit également Fonction Clé d'Audit Interne du Groupe. La Fonction Clé d'Audit Interne évalue notamment l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance. Elle donne au Groupe KLESIA une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer, et contribue à créer de la valeur ajoutée.

L'activité d'audit interne s'inscrit dans le cadre d'une Politique d'audit dédiée qui définit la mission, le rôle et les responsabilités de la Fonction Clé d'Audit Interne, les modalités de sa gouvernance ainsi que les responsabilités des différentes parties prenantes du processus d'audit interne. La politique est revue annuellement et est soumise à l'approbation de la Direction Générale et du Conseil d'Administration, après revue préalable par la Commission d'audit.

La Fonction Clé d'Audit Interne est exercée de manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles. Les conclusions et recommandations de l'audit interne sont communiquées à la Direction Générale et au Conseil d'Administration, qui veillent à la bonne mise en œuvre des actions identifiées.

Il est à noter que la Fonction Clé d'Audit Interne a la faculté d'auditer l'ensemble des dispositifs mis en place, au sein des entités assurantielles du Groupe KLESIA y compris ses mutuelles substituées, ainsi qu'au sein des tiers réalisant des activités pour le compte de KLESIA (sous-traitants et partenaires). La Fonction Clé d'Audit Interne intervient sur tous les domaines ou processus administratifs, comptables et financiers, fonctionnels ou opérationnels.

B.6.2 Respect des exigences d'indépendance et d'objectivité

La nomination et le renouvellement du responsable de la Fonction Clé d'Audit Interne relèvent de la Direction Effective pour l'ensemble des entités assurantielles du Groupe et font l'objet d'une information au Conseil d'Administration. Chaque personne exerçant cette fonction s'engage à respecter les principes fondamentaux énoncés dans le Code de Déontologie de l'IIA/IFACI.

La Fonction Clé d'Audit Interne doit pouvoir communiquer avec tous les membres de l'Organisme ou du Groupe, accéder à toute l'information nécessaire à l'accomplissement de ses missions et disposer de l'indépendance nécessaire à la production d'un travail de qualité, exempt de conflits d'intérêts. L'indépendance de la Fonction Clé d'Audit Interne est notamment garantie par son rattachement à la Direction Générale, la nomination du responsable de la Fonction Clé d'Audit Interne par la Direction Effective, l'exercice d'aucune autre fonction opérationnelle, ou encore un accès direct et non restreint à la Commission d'audit.

B.6.3 Les missions de la Fonction Clé d'Audit Interne

Le titulaire de la Fonction Clé d'Audit Interne est chargé des missions suivantes :

- a) établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit pluriannuel détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte-tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de l'entreprise d'assurance ou de réassurance ;
- b) adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités ;
- c) communiquer le plan d'audit à l'organe d'administration de gestion ou de contrôle ;
- d) émettre des recommandations fondées sur le résultat des travaux conduits conformément au point a) et soumettre au moins une fois par an à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle un rapport écrit contenant ses constatations et recommandations ;
- e) s'assurer du respect des décisions prises par l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle sur la base des recommandations visées au point précédent ;
- f) effectuer des audits non prévus par le plan d'audit.

La Fonction Clé d'Audit Interne communique trimestriellement à la Direction Générale sur l'avancement du plan d'audit annuel, sa mise en œuvre ainsi que sur le résultat des missions. Cette communication est notamment opérée à l'occasion des réunions trimestrielles organisées entre les Fonctions clés et la Direction effective.

Une communication périodique entre la Fonction Clé d'Audit et chaque membre du COMEX est également programmée. Le responsable de la Fonction Clé d'Audit Interne élabore un point de situation et d'échange sur le plan d'Audit en cours et les missions à engager. Un examen des principaux constats et recommandations du périmètre est réalisé.

B.7 Fonction Actuarielle

B.7.1 Objectifs et missions de la Fonction Actuarielle

Comme présenté en section B.1.1, la Fonction Actuarielle est une des quatre fonctions clés introduites par la Directive Solvabilité 2 s'intégrant et renforçant le système de gestion des risques de KLESIA.

Annuellement, la Fonction Actuarielle rédige un rapport remis à l'organe d'administration et validé par le Conseil d'Administration. Le rapport actuariel a vocation à :

- Documenter l'ensemble des travaux de revue du calcul des provisions techniques ;
- Rendre compte de l'avis sur la politique de souscription ;
- Emettre un avis sur les choix effectués en matière de réassurance.

B.7.2 Organisation et périmètre de la Fonction Actuarielle

L'objectif du Groupe est d'associer pleinement la Fonction Actuarielle à la gouvernance et au pilotage de KLESIA MUT' en garantissant le respect des caractéristiques d'indépendance et de responsabilité exigées par la réglementation. Le tableau ci-dessous synthétise les principales caractéristiques de l'organisation adoptée assurant son adéquation avec les exigences réglementaires :

Caractéristiques	Description
Un lien direct aux dirigeants effectifs et une participation à la mise en œuvre de la stratégie	Le responsable de la Fonction Actuarielle exerce son activité sous l'autorité du Directeur Général et du Directeur Général Délégué. Il est également présent au Comité Exécutif
Un lien direct avec le Conseil d'Administration	La Commission des Risques entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an, le responsable de la Fonction Actuarielle. Le Conseil d'Administration peut renvoyer cette audition devant un comité spécialisé émanant de ce conseil.
Des compétences actuarielles et mathématiques suffisantes et la possibilité de réaliser ses travaux de manière libre et indépendante	Le responsable de la Fonction Actuarielle est assisté dans ses fonctions par la Direction de la Surveillance Actuarielle, placé sous sa responsabilité directe et agissant de manière libre et indépendante vis-à-vis des équipes opérationnelles.
Une capacité d'alerte	Pour les situations nécessitant l'exercice d'alerte, la Fonction Actuarielle prend contact directement avec le Président de la commission spécialisée, suivant le contexte, d'Audit ou des Risques. Ce dernier propose une réunion de crise, à l'issue de laquelle il peut proposer la réunion du Conseil d'Administration en présence du responsable de la Fonction Actuarielle.
Une communication biannuelle sur les travaux réalisés	Une revue intermédiaire des provisions techniques est adressée au Conseil d'Administration pour la validation des comptes. Durant le second semestre, le responsable de la Fonction Actuarielle rend compte de tous les travaux conduits durant l'année et figurant dans le rapport actuariel, ainsi que leurs résultats. Il indique clairement toute défaillance et émet des recommandations pour y remédier.

B.7.3 Mise en œuvre de la fonction actuarielle

La mise en œuvre de la Fonction Actuarielle s'articule autour de quatre thèmes principaux :

Contribution au système de gestion des risques

Participation à l'élaboration, à la mise en place et au suivi du plan de contrôles des risques techniques

La Fonction Actuarielle prend part à la définition, à la mise en place et au suivi du plan de maîtrise des risques techniques du Groupe.

Dans le cadre de la coordination de l'activité de contrôle permanent de second niveau des risques techniques, la Fonction Actuarielle, avec la Direction des Risques et sur la base des cartographies des risques, s'assure de la mise en place et du suivi du dispositif de contrôle des risques techniques liés au provisionnement, à la réassurance et aux activités de souscription.

Participation au processus ORSA

La Fonction Actuarielle est sollicitée par la Direction des Risques lors de la réalisation d'ORSA, réguliers comme exceptionnels, notamment en contribuant à l'élaboration des hypothèses pour les stress tests.

Processus de production, de validation et de contrôle des provisions techniques

Au titre de la coordination du calcul des provisions techniques, la Fonction Actuarielle est membre permanent du comité d'inventaire, chargé du pilotage des processus d'inventaire de production des calculs réglementaires de l'ensemble du Groupe.

L'évaluation des hypothèses, méthodologies et données utilisées pour le calcul des provisions techniques fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la fonction actuarielle.

Processus de revue de la politique de souscription

La politique de souscription fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la Fonction Actuarielle qui évalue la cohérence et la pertinence de la politique mise en place et donne lieu à l'émission d'un avis quant à la suffisance des primes. Dans la cadre de cette mission, la Fonction Actuarielle est intégrée à la comitologie relative à la souscription.

Processus de revue de la politique de réassurance

La politique de réassurance fait l'objet d'une revue annuelle de la part de la Fonction Actuarielle qui donne lieu à l'émission d'un avis. En particulier, l'analyse fournie contient une analyse du caractère adéquat de la réassurance mise en place. Dans le cadre de cette mission, la Fonction Actuarielle ou l'un de ses représentant est présent au comité réassurance dans lequel les programmes sont analysés.

B.8 Sous-Traitance

B.8.1 La Politique de sous-traitance

Une politique de sous-traitance est mise en place au sein des entités du Groupe KLESIA. Elle est validée par les conseils d'administration des différentes entités. Ladite politique a pour objectif de décrire l'approche et les processus d'externalisation en détaillant notamment :

- les critères pour déterminer si une fonction ou activité opérationnelle est importante ou critique (un outil d'évaluation de la criticité a été mis en place) ;
- le processus de sélection d'un fournisseur de services d'un niveau de qualité adéquat ainsi que la méthode et la fréquence d'évaluation de ses réalisations et de ses résultats ;
- les détails à inclure dans l'accord écrit contractualisant la relation avec les sous-traitants, dont les plans d'urgence de l'entreprise et les stratégies de sortie pour les fonctions ou activités critiques ou importantes.

La politique s'adresse au Groupe KLESIA - composé de la SGAM (Société de Groupe d'Assurance Mutuelle), des entités solos de la SGAM, de KLESIA SA en tant que filiale – et aux autres activités non assurantielles du Groupe.

B.8.2 Respect du cadre d'appétence au risque

En matière de sous-traitance, les entités du Groupe KLESIA font le choix d'utiliser prioritairement les ressources présentes au sein du Groupe, dès lors que les travaux concernés ont un caractère non exceptionnel.

Le recours à la sous-traitance a donc lieu :

- pour faire face à des charges exceptionnelles, et/ou ;
- pour optimiser les coûts, et/ou ;
- du fait de l'absence de compétences internes spécifiques, et/ou ;
- quand il est jugé souhaitable de le faire pour disperser les risques associés à certaines tâches.

S'agissant de la sous-traitance des opérations de gestion des prestations, des considérations liées à la stratégie commerciale sont prises en compte lors de la prise de décision. Ces considérations peuvent être les suivantes :

- acceptation d'une affaire possible uniquement si la gestion est déléguée ;
- un client souhaite que la gestion des prestations soit externalisée.

B.8.3 Principales activités importantes ou critiques externalisées

Les principales activités importantes ou critiques externalisées portent essentiellement sur la gestion des contrats, la gestion des prestations, la gestion d'actifs, la gestion de l'infrastructure informatique, l'archivage, la permanence téléphonique et la gestion des salaires.

En 2023, au sein du Groupe KLESIA, 69 sous-traitants sont recensés et cartographiés et 11 sont considérés comme critiques pour KLESIA MUT'.

B.8.4 Un processus global de maîtrise de l'externalisation

Un processus dédié à la maîtrise des activités externalisées est mis en œuvre. Il se compose des activités suivantes :

Sélection des sous-traitants

La sélection des sous-traitants repose sur la succession des étapes présentées ci-dessous lorsque la volonté d'externaliser une activité identifiée comme importante ou critique est émise :

- analyse préalable (expression de besoin, étude de faisabilité, appel d'offre...)
- achat et mise en concurrence du sous-traitant.

Ce processus permet notamment de vérifier que le sous-traitant sélectionné est doté des aptitudes, de la capacité et de tout agrément légal nécessaire pour exercer les activités requises de manière satisfaisante. Ainsi, en 2023, de nouveaux questionnaires ont été élaborés par la Direction des Risques afin de renforcer la connaissance et la maîtrise des risques liés à la sous-traitance. Ces questionnaires, portant sur les thèmes de la sécurité et résilience informatique, sont transmis au sous-traitant lors de l'appel d'offre et doivent être dûment complétés par le sous-traitant lors de son retour à l'appel d'offres.

Le cahier des charges remis aux soumissionnaires potentiels précise :

- le champ de la prestation ainsi que le niveau de qualité attendu ;
- les modalités d'examen des capacités, de la conformité à la réglementation et de l'absence de conflit d'intérêt ;
- l'obligation de continuité d'exploitation en cas de cessation définitive ou temporaire d'activité ;
- le refus ou les modalités d'acceptation de sous-traitants en cascade.

En cas d'externalisation d'une activité identifiée comme importante ou critique, le Groupe s'assure de l'existence des exigences réglementaires minimales suivantes :

- coopération du sous-traitant avec l'ACPR ;
- existence d'un dispositif de contrôle interne destiné à encadrer l'externalisation ;
- déclaration du sous-traitant à l'ACPR au moins 6 semaines avant le début de la prestation.

Dans tous les cas, le recours à un sous-traitant n'est autorisé qu'en cas de charge exceptionnelle, pour optimiser les coûts, pour compenser l'absence de compétences en interne et/ou dans une logique de dispersion des risques.

Contrôle, évaluation et supervision des sous-traitants

La Direction des Risques coordonne une supervision globale du pilotage des sous-traitants du Groupe. En revanche, la supervision opérationnelle est réalisée par les responsables des services / directions opérationnels qui sont responsables, sur leur périmètre, des travaux d'analyse des risques de sous-traitance, de la surveillance, du suivi, des contrôles, reportings et alertes en cas d'incident majeur. Dans ce cadre, ils utilisent les outils mis à leur disposition : les indicateurs et tableaux de bord, les résultats de contrôles réalisés par le sous-traitant, l'exécution de contrôles de 2nd niveau (1^{ère} ligne de défense KLESIA) et le cas échéant les incidents et les plans de maîtrise des risques.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi général de la sous-traitance, un système d'évaluation continue est déployé par les coordinateurs d'activités opérationnelles et permet :

- de s'assurer que les prestations sont réalisées conformément aux obligations du Groupe KLESIA ;
- de s'assurer du respect du contrat ;
- de mettre en place un plan d'actions le cas échéant,
- d'appliquer les pénalités associées à chaque dysfonctionnement ;
- de suivre la tenue et la réalisation de plans d'actions ayant pu être actés.

Enfin, tel qu'indiqué dans la politique de sous-traitance, les informations issues des reportings ainsi que les résultats d'évaluation continue sont partagés et analysés trimestriellement lors des revues d'activité et revues de processus au sein des comités afférents.

Dans le cadre du pilotage centralisé, des comités sous-traitance sont tenus pour chaque typologie de sous-traitants critiques, à savoir les *déléгатaires de gestion*, les *gestionnaires d'actifs* et les *infogérants IT et autres*. Ces comités, organisés par la Direction des Risques, ont pour objectif de piloter les risques portés par la sous-traitance, s'assurer de la cohérence des cartographies des risques et référentiels des sous-traitants, suivre les incidents, les plans d'actions et informer les parties prenantes des projets d'externalisations. Chaque responsable opérationnel de sous-traitants participe au comité correspondant.

Les directions opérationnelles sont responsables des contrôles de premier niveau, assurant ainsi la première ligne de défense. La deuxième ligne de défense est assurée par la Direction des Risques et le troisième par la Direction de l'Audit Interne.

L'exercice 2023 a également été marqué par le renforcement de la maîtrise des risques émanant des sous-traitants critiques :

- La méthodologie d'évaluation de la criticité des sous-traitants a été affinée, notamment en rajoutant un nouveau critère qualitatif pour les déléгатaires de gestion ;
- La méthodologie d'évaluation de la criticité des déléгатaires de gestion a été harmonisée entre la direction des risques et la direction de la gestion déléгуée ;
- De nouveaux critères d'évaluation continue de sous-traitants critiques ont été déployés en matière de conformité, contrôle interne et cybersécurité / SSI, mais également sur la qualité de la relation entretenue avec chaque sous-traitant, tout en sachant que ces indicateurs s'affineront dès qu'ils seront implémentés (en 2022) ;
- Des analyses ont été menées sur les rapports ISAE 3402 fournis par les sous-traitants critiques sur le volet « Sécurité des systèmes d'information » ;
- Des audits portants sur la sécurité des systèmes d'information ont été menés chez les infogérants identifiés comme critiques ;
- Le référentiel des sous-traitants a été mis à jour ;
- Une note de procédure propre au pilotage des sous-traitants a été formalisée ;
- Un suivi des contrats et avenants signés avec les sous-traitants critiques a été initié ;
- La direction de la gestion déléгуée a mené des travaux importants sur la qualité des données et ces derniers ont été pilotés et suivis lors des comités sous-traitance afférent ;

C Profil de risques

C.1 Risque de souscription

C.1.1 Exposition au risque de souscription

L'activité Vie de KLESIA MUT' est constituée des garanties Décès, Rentes Education, Rente Conjoint et Frais d'Obsèques. Son activité Non-Vie est constituée des garanties Incapacité, Invalidité, Mensualisation, Dépendance, Santé, Décès Non-Vie (Décès accident) et Indemnités Journalières Hospitalières.

Exposition - Chiffre d'affaires et Best Estimate

Le chiffre d'affaires brut d'assurance de KLESIA MUT' s'élève en 2023 à 354,9 M€ et se décompose par risque comme ci-dessous. S'agissant du Best Estimate total net de réassurance, représentant les engagements de KLESIA MUT' au 31.12.2023 (Cf. Section D pour plus de détails) par garantie et par Lob, il s'élève à -4,2 M€ :

Garanties	CA (en M€)	BE Net de réassurance (en M€)
Décès	10,7	0,2
Décès Viager	7,9	4,8
Dépendance	0,0	0,5
Epargne	0,0	0,2
GAV	1,7	-0,2
Incapacité	7,1	-1,3
Invalidité	0,0	0,5
MGDC	0,0	0,1
Rentes éducation / conjoint	0,0	0,7
Santé	320,5	-12,1
Santé viagère	7,0	2,3

LoB S2	CA (en M€)	BE Net de réassurance (en M€)
Assurance de protection du revenu	9,2	-1,5
Assurance des frais médicaux	327,0	-9,8
Assurance santé	0,0	0,5
Autre assurance vie	17,5	6,1
Réassurance vie	1,1	-0,1
Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	0,0	0,5
Total	354,9	-4,2

L'évolution du chiffre d'affaires s'établit en lien avec la campagne de renouvellement (affaires nouvelles / résiliations / indexations) et les boni mali tel que décrit au paragraphe A1.3.

Les garanties citées ci-dessus génèrent plusieurs types de risques techniques. Pour l'ensemble de ces risques,

la Directive Solvabilité 2 introduit une méthode de calcul de l'exigence en capital (SCR). Les risques pris en compte dans le calcul du SCR sont détaillé ci-dessous :

Garantie	Mortalité	Longévité	Invalidité	Frais	Catastrophe	Révision	Primes et réserves
DA_U_Hbspi					X		X
Décès (y compris décès viager)	X			X	X	X	
Dépendance		X	X	X	X	X	
Incapacité / Invalidité en attente (IVA)					X		X
Invalidité	X	X	X	X	X	X	
Rente éducation / conjoint	X	X		X	X	X	
Santé (y compris santé viagère)		X	X	X	X	X	X
Epargne		X		X	X		

Il est à noter que les risques intégrés dans ce tableau sont ensuite agrégés en trois catégories de risques, « vie », « non-vie » et « santé ».

C.1.2 Concentration associée au risque de souscription

Montant du capital de solvabilité requis

L'exigence de capital requis (SCR) par la réglementation est un indicateur de risques pertinent pour identifier les zones de risques les plus importantes du portefeuille. Le tableau ci-dessous illustre la valeur de l'ensemble des SCR et leurs contributions brutes de diversification dans le SCR global :

Module de risques	SCR 2023 (en M€)	Contribution SCR 2023
SCR Souscription Santé	13,7	21%
SCR Souscription Non Vie	0,0	0%
SCR Souscription Vie	1,4	2%
SCR Marché	26,7	40%
SCR Contrepartie	14,0	21%
SCR Opérationnel	10,8	16%
SCR Global	50,9	

Les SCR dont la contribution est la plus importante sont le SCR de Marché (40%), le SCR de la Souscription Santé (21%) et celui de Contrepartie (21%).

C.1.3 Mécanismes d'atténuation du risque

Politique de souscription

Conformément aux exigences réglementaires, une politique de souscription a été définie au sein de KLESIA MUT' précisant notamment le type de risque d'assurance que l'entreprise accepte, les risques découlant des engagements d'assurance de l'entreprise, la comitologie associée ainsi que les méthodes de pilotage de la rentabilité cible.

Programme de réassurance

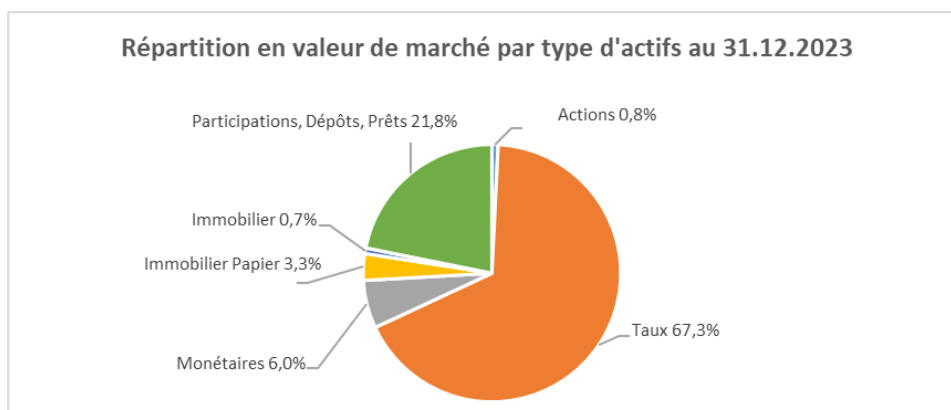
Un programme de réassurance est défini chaque année afin de transférer certains risques à des réassureurs. Une politique de réassurance a par ailleurs été rédigée en vue d'assurer le respect de trois objectifs majeurs :

- Offrir une protection complète permettant de couvrir l'institution contre tous les risques susceptibles de toucher le portefeuille de contrats;

- Ne laisser à la charge de l'institution qu'une rétention maîtrisée ;
- Protéger les fonds propres de l'institution.

C.2 Risque de marché

C.2.1 L'exposition au risque de marché



La détention de l'ensemble de ces actifs génère différents types de risques de marché (Cf. Tableau ci-dessous). Ces derniers sont pris en compte dans le calcul de l'exigence de capital requis, excepté le risque de spread associé aux obligations gouvernementales et le risque de liquidité. Toutefois, dans le cadre de l'ORSA, KLESIA MUT' a mené des études conduisant à valider la suffisance du SCR estimé à l'aide de la formule standard.

Classe d'actifs	Baisse des actions	Hausse / baisse des taux	Baisse de l'immobilier	Hausse / baisse taux de change	Dégradation de la notation	Concentration	Liquidité
Actions	x			x		x	
Obligations		x		x	x	x	
Immobilier			x	x		x	
Fonds d'investissement	x	x	x	x	x	x	
FS / Non FS					x		x

C.2.2 Concentration associée au risque de marché

Le SCR de marché de KLESIA MUT' baisse entre 2022 et 2023 sous l'effet de la baisse des taux (baisse du SCR de taux), positions d'attentes en cash dans le cadre de remboursements obligataires (baisse du SCR de spread) et hausse du SCR action (participations dans JAJI Conseil et KLESIA SA)

Le tableau ci-dessous donne des précisions sur chaque type de risque de marché :

Risques	Description
Risque de taux	KLESIA MUT' a l'habitude de porter à maturité les instruments obligataires qu'elle détient. La mesure de l'exposition de ce risque est déterminée par la sensibilité qui permet d'évaluer la perte de valeur éventuelle des titres. L'adéquation des durations des actifs et des passifs permet de limiter le risque de taux.

Risque actions	Ces actifs, ainsi que les titres dynamiques soumis aux aléas des marchés, présentent une volatilité pouvant amener à une perte de valeur en capital. Pour mesurer ce risque, un suivi régulier des cours des actions permet d'établir de manière mensuelle une estimation des pertes éventuelles pouvant subvenir en cas de recul prononcé des marchés.
Risque immobilier	Les placements en immobilier sont représentés par les participations dans l'ensemble des SCI détenues par KLESIA MUT'
Risque de défaut	Un indicateur de risque, la duration, définit la durée de vie moyenne des valeurs de taux et vise à se prémunir contre un risque de défaut éventuel d'un émetteur, en complément de la sélectivité des titres souscrits. La duration est de 6 années

C.2.3 Les mécanismes d'atténuation du risque de marché

L'Institution s'impose plusieurs règles permettant de limiter le risque de marché :

- **des règles de dispersion** : par exemple, un émetteur non gouvernemental ne peut représenter plus de 5% de l'actif sous gestion s'il est noté en catégorie A, pas plus de 2,5% s'il est noté en catégorie BBB.
- **des limites d'investissement** par émetteur gouvernemental noté en BBB sont définies.
- les OPCVM ne peuvent en outre représenter à titre individuel plus de 5% des fonds sous gestion.

KLESIA MUT' s'interdit de recourir aux produits structurés. L'Institution achète marginalement des obligations indexées sur l'inflation. Les écarts de duration entre l'actif et le passif sont fermés, réduisant par ailleurs le risque de réinvestissement.

C.3 Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie reflète les pertes possibles que pourrait entraîner le défaut inattendu, ou la détérioration de la qualité de crédit, des contreparties et débiteurs de l'entreprise durant les 12 mois à venir. Pour ce risque, il est nécessaire de distinguer 3 types d'expositions :

Type	Description	Composition
Etat	Créances et dettes envers l'Etat et les organismes publics.	Ensemble des dettes et créances sur l'Etat et les organismes publics (caisses URSSAF, RSI, etc.).
Type 1	Créances non diversifiables, pour lesquelles la contrepartie est susceptible d'avoir un rating.	Les tiers retenus dans cette catégorie sont : <ul style="list-style-type: none"> • Les réassureurs et dépôts espèces des réassureurs ; • Les banques ; • L'ensemble des tiers appartenant au Groupe KLESIA.
Type 2	Créances largement diversifiées et pour lesquelles les contreparties ne sont généralement pas notées.	Moins de 3 mois <ul style="list-style-type: none"> • Créances sur les adhérents identifiés dans les systèmes internes comme datant de plus de 3 mois et les provisions qui y sont relatives ; • Les fonds de roulements des délégataires.
		Plus de 3 mois <ul style="list-style-type: none"> • Les dettes et créances connues pour leur antériorité • L'ensemble des créances non précédemment qualifiées.

Dans le cadre du calcul du risque de contrepartie, l'ensemble des créances ont fait l'objet d'une ventilation (dépôts auprès des cédantes, créances nées d'opérations de réassurance, autres créances hors assurance, trésorerie et équivalent de trésorerie et enfin, autres actifs).

Le risque de contrepartie s'élève à 14,0 M€ et représente 21% du SCR global à fin 2023 (cf. partie C 1.2).

Le SCR de contrepartie de KLESIA MUT' se décompose comme suit :

SCR de contrepartie (en M€)	2023
Contreparties de type 1	1,5
Contreparties de type 2	12,8
Diversification	-0,3
Total	14,0

Un certain nombre de processus permettant de maîtriser le risque de contrepartie ont été mis en place ou sont en cours de mise en œuvre :

Processus	Description
Processus de suivi des créances	Accélération du processus de recouvrement des créances, afin de limiter les créances de plus de 3 mois, très coûteuses en capital.
Nantissement	Apport de garanties par les réassureurs permettant de réduire le risque de défaut lié à ces derniers par la mise en place systématique d'un collatéral à hauteur des engagements cédés et du gain en SCR consécutif à la mise en place de cette réassurance.

C.4 Risque de liquidité

A fin 2023 KLESIA MUT' portait 1,8 M€ d'immobilier – représentant 0,8% des actifs. KLESIA MUT' détient par ailleurs des participations et prêts pour un montant total de 50,9 M€ (20,8% des actifs) portés principalement par la participation dans KLESIA SA, Kerpsad Courtage et JAJI Conseil. Le reste des actifs est considéré comme liquide (actions, dettes cotées, monétaire).

C.5 Risque opérationnel

C.5.1 L'exposition au risque opérationnel

KLESIA MUT', à l'instar de l'ensemble des entreprises d'assurance, est soumise à un risque opérationnel pouvant être de différentes natures (attaques informatiques, défaillance d'un sous-traitant ou encore non-respect des obligations réglementaires). Afin d'étudier son risque opérationnel, KLESIA MUT' a construit une cartographie de risques conduisant à l'identification de quatre filières de risques majeurs :

- traitement et procédure ;
- sécurité et systèmes d'information ;
- produits et relations clients ;
- fraudes internes et externes

C.5.2 Quantification du risque opérationnel

Approche réglementaire

L'approche retenue dans le cadre de la Formule Standard consiste à définir un montant forfaitaire à appliquer d'une part à l'exposition (primes brutes), d'autre part à la valeur des provisions techniques brutes de réassurance.

Approche spécifique

Des travaux de quantification de scénarios de choc sur le risque opérationnel ont été menés afin de juger du caractère suffisant de la Formule Standard. Ainsi, huit scénarios ont été identifiés à dire d'experts par la Direction des Risques à partir de l'analyse du profil de risques opérationnels de KLESIA MUT' et des risques opérationnels les plus critiques issus des cartographies de risques.

Ces risques ont ensuite été quantifiés : en l'absence d'un historique de pertes opérationnelles suffisamment étoffé pour construire une distribution de pertes, les paramètres de calcul ont été déterminés en faisant en sorte qu'ils soient les plus « réalistes et plausibles » possibles.

Afin d'atténuer le coût de ces scénarios de risques opérationnels, les différentes polices d'assurance du groupe existantes au sein de la SGAM KLESIA Assurances ont prises en compte dans leur quantification.

C.5.3 Mécanismes d'atténuation des risques

Les quatre principes de traitement du risque

Le traitement du risque se base sur les résultats d'analyse et de mesure de risque. Le positionnement du risque sur la cartographie des risques définit le traitement à mettre en œuvre. Les différents traitements applicables peuvent être classés en quatre typologies distinctes, présentées dans le tableau ci-dessous :

Principe	Description
La réduction ou l'atténuation du risque	La réduction ou atténuation des risques consiste à mettre en œuvre des actions en vue d'améliorer le dispositif de maîtrise des risques de l'activité. Ces actions vont avoir un effet sur les impacts du risque et/ou sur sa probabilité de survenance.
Le transfert du risques	Le transfert du risque comprend le transfert total ou partiel des conséquences financières, en cas de survenance du risque, chez un assureur.
L'évitement du risque	L'évitement du risque peut consister, par exemple à l'éviter en refusant d'y être exposé par la suppression d'une activité.
La rétention (ou l'acceptation) du risque	La rétention du risque consiste à accepter le risque et à ne pas agir sur ce dernier et à optimiser son dispositif de surveillance. L'acceptation du risque doit être proposée par les responsables d'activité et validée par leurs directeurs.

Gestion spécifique des risques émergents

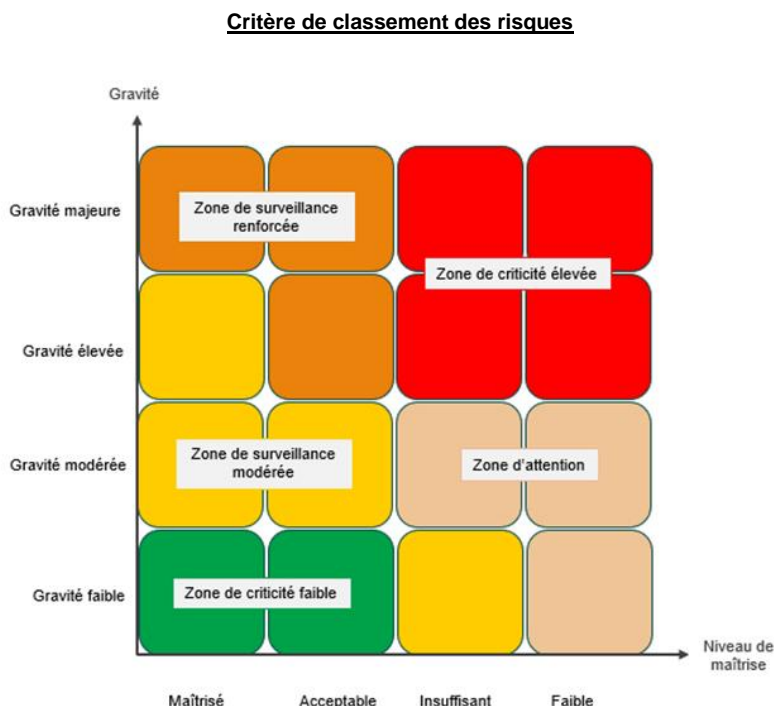
Plusieurs processus ont été mis en place afin de s'assurer de la maîtrise de ces risques. Les principaux processus sont illustrés dans le tableau ci-dessous :

Processus de maîtrise du risque	Description
Processus d'identification	Ce processus contribue à cibler les attaques informatiques, piratages, demandes de rançons ou arnaques. En particulier, les attaques par « phishing » font l'objet d'un suivi particulier.
Plan d'action triennal de sécurité	Ce plan est établi dans le but de définir l'ensemble des étapes à suivre permettant de converger vers un processus cible adapté au Groupe KLESIA.
Processus de suivi de l'ensemble des risques	Un tableau de bord est mis à jour de manière continue afin d'identifier la matérialisation d'un risque émergent majeur.
Processus de réaction aux incidents	La mise en place d'une cellule de crises à géométrie variable est prévue en cas de matérialisation d'un risque.

C.6 Autres risques

KLESIA MUT' effectue une classification des risques selon deux critères (Cf. Graphique ci-après) : leur criticité et l'évaluation des moyens de maîtrise en place. Plus précisément :

- L'évaluation de la gravité du risque est réalisée par le croisement de la probabilité d'occurrence d'un événement et de ses impacts potentiels, selon une échelle de notation allant de « faible » à « critique » ;
- L'évaluation des moyens de maîtrise associés à chaque risque est réalisée selon une échelle allant de « maîtrisé » à « faible ».



C.6.1 Risques de réputation

Au sein de KLESIA MUT', la Direction des Risques a défini une échelle de cotation du risque de réputation permettant de mesurer le degré de criticité d'un incident pouvant être à l'origine d'une atteinte à la réputation de l'entité. Cette échelle distingue notamment :

- les réclamations formulées par les clients de KLESIA MUT', associées à une typologie d'incident et dont le niveau de criticité est fonction du nombre de réclamations recensées ;
- les incidents pouvant donner lieu à un article dans la presse locale voire nationale, auxquels un niveau de criticité élevé est affecté.

Afin de se prémunir contre le risque de réputation, KLESIA a mis en place une gouvernance comportant une gestion anticipative des risques, basée sur un dispositif d'écoute clients et un dispositif de remontée des incidents majeurs Groupe.

Ces dispositifs permettent à moindre mesure, l'identification au préalable des situations à risque pour KLESIA et de mettre en œuvre les procédures qui permettent soit de minimiser la possibilité que le risque se produise, soit de se préparer au mieux à réagir pour cantonner ses effets.

C.6.2 Risques réglementaires

Les risques réglementaires correspondent au risque de perte engendrée par l'évolution potentielle de l'environnement légal. Le tableau suivant décrit les principaux risques retenus par KLESIA MUT' pour cette catégorie :

Intitulé du risque	Description
RGPD	Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) a renforcé les droits des personnes et la sécurité des données et à ce titre a impacté directement le Groupe KLESIA. À ce titre les procédures adéquates relatives notamment : <ul style="list-style-type: none">- Aux droits des personnes ;- Aux violations de données ;- Aux délais de conservation des données ;- À la complétion du registre des traitements ;- À la mise en œuvre des AIPD ;- Au respect du Privacy by Design et By default dans les projets SI ; ont été créées/ mises à jour.
DDA	De même, la directive sur la distribution d'assurance (DDA), renforçant la protection de la clientèle qui impose des obligations nouvelles en matière d'information et de gouvernance des produits, ainsi que la recommandation ACPR 2023-R-01 du 17 juillet 2023 a également nécessité un suivi et une actualisation notamment des procédures et du suivi du dispositif au sein du Groupe

C.6.3 Risques portés par les instruments financiers

L'entreprise a recours à des instruments simples : obligations cotées principalement européennes (un peu d'US), opc actions cotées principalement européennes (un peu d'US), fonds de dette et fonds immobilier (français ou européens). L'entreprise s'interdit les produits complexes : notamment dérivés et structurés, ainsi que tout fonds de fonds. L'entreprise ne prend pas de risque de change.

L'objectif de l'entreprise est d'obtenir un rendement comptable régulier de l'ordre de 2% à 3% à travers le cycle.

- La poche obligataire gérée en mandat a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 2.5% à travers le cycle
- La poche action gérée en opc a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 3% à 4%
- La poche non cotée gérée en direct via la sélection de fonds a pour objectif un rendement comptable récurrent de l'ordre de 4%

L'allocation par classe d'actifs est validée par les Conseils d'Administration/de surveillance au T4 de l'année N-1 pour application au 1er janvier de l'année suivante. Elle est encadrée par la politique d'investissement et la politique gestion actif passif. Sa bonne application est suivie de manière trimestrielle en comité d'investissement.

C.7 Dépendances aux risques

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en prenant compte les matrices de corrélation correspondantes.

D Valorisation

D.1 Actifs

D.1.1 Placements

Valorisation des Placements	Valeur nette comptable M€ (1)	Valeur de Marché M€ (yc coupons courus)	%
Actifs financiers	203,2	193,0	77,4%
dont Actions	1,9	1,9	0,8%
dont Taux	176,4	167,7	67,3%
dont Monétaires	14,9	15,0	6,0%
dont Immobilier Papier	10,0	8,3	3,3%
Immobilier	0,9	1,8	0,7%
Participations, Dépôts, Prêts	46,8	54,4	21,8%
Total des actifs gérés	250,8	249,2	100,0%

Commentaires :

- **Portefeuille obligataire** : le portefeuille de titres obligataires en direct, d'une valeur globale de 176,4 M€ au 31.12.2023. Il représente 67,3% des actifs
- **Portefeuille actions** : le portefeuille action s'élève à 1,9 M€ au 31.12.2023. Il représente 0.8% des actifs ;
- **Monétaire** : les liquidités représentent 14,9 M€, soit 6% des actifs au 31.12.2023
- **Immobilier** : les actifs immobiliers détenus en direct par KLESIA MUT' pour compte d'exploitation représentent 0,7% des actifs gérés. L'exposition immobilière inclue également 3,3% d'actifs investis dans des fonds immobilier externe.
- **Les participations et prêts** représentent 21,8% des actifs, portés par les participations dans KLESIA SA, Kerpsad Courtage et JAJI Conseil

A fin 2023 les moins-values latentes s'élèvent à -1,6 M€. Elles sont principalement logées dans le portefeuille obligataire.

Règles de valorisation et écarts de valorisation avec les comptes sociaux

Actions, obligations et OPCVM

Les valeurs négociées sur un marché réglementé sont évaluées sur la base du cours de clôture de la place de référence de l'émetteur ou à défaut sur la place principale de cotation. En l'absence de cours au jour de la valorisation, l'évaluation s'effectue sur la base du dernier cours connu ou selon une procédure préétablie en cas de cours ancien, cours datant de 5, 10, 90 jours selon le type de l'actif. Lorsque les derniers cours sont anciens, il est procédé à une valorisation dite manuelle par recherche d'un contributeur restituant une évaluation la plus fréquente possible sur la valeur étudiée. Les OPCVM sont transparisés au format de place Ampère.

Les titres financiers sont principalement évalués (95%) sur la base des cours extraits de la base de données FINALIM de SIX-GROUP en fonction de leur place de cotation, ces données étant complétées, le cas échéant, par les cours issus de la base de données BLOOMBERG.

Les participations stratégiques éventuelles

Elles sont évaluées sur la base de la valeur de l'actif net.

Fonds non cotés

Les valeurs liquidatives retenues sont celles fournies par les valorisateurs des fonds et validées par les commissaires aux comptes de ces derniers. Le principe est le même pour les fonds immobiliers.

Patrimoine immobilier

Le patrimoine immobilier, détenu via les SCI ou en direct, fait l'objet d'une évaluation annuelle et d'une estimation quinquennale effectuée par un expert agréé par l'ACPR. Les valeurs de ces expertises sont retenues dans le bilan prudentiel.

Dans les comptes sociaux, les approches de comptabilisation sont différentes. Le tableau ci-dessous les synthétise :

Catégorie d'actifs	Approche retenue
Actions	Les actions cotées et non cotées sont enregistrées à leur coût d'acquisition, sur la base du prix d'achat, hors frais de négociation, hors revenus courus et nettes de provisions le cas échéant.
Obligations	Les obligations sont enregistrées à leur coût d'acquisition hors coupon couru. Le cas échéant, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement est amortie sur la durée résiduelle des titres
OPCVM, fonds non cotés et immobiliers	Les parts détenues dans des OPCVM ou des fonds non cotés – y compris immobilier - sont enregistrées à leur coût d'acquisition, sur la base du prix d'achat, hors frais de négociation et nettes de provisions le cas échéant.
Patrimoine Immobilier	S'agissant des comptes sociaux, les biens immobiliers sont enregistrés à leur valeur d'acquisition, augmentée éventuellement des travaux de construction et d'aménagement.

D.1.2 Provisions techniques cédées

Les montants recouvrables au titre des contrats de réassurance figurent à l'actif du bilan. Ils sont évalués en « Best Estimate » (ci-après « BE »). Le BE cédé (et rétrocédé) a été calculé en appliquant un taux de cession sur le BE brut, hors frais (frais de gestion de sinistres, d'acquisition, d'administration et de gestion des placements) et en y ajoutant la commission reçue des réassureurs. Le résultat de ce calcul a été ajusté afin de tenir compte des pertes attendues pour défaut des contreparties, conformément aux exigences réglementaires.

La réassurance non proportionnelle n'a pas été prise en compte pour le calcul des Best Estimate. Dans le cadre des calculs « Solvabilité II », la réassurance non proportionnelle est toutefois prise en compte en tant qu'atténuateur de certains chocs.

Le tableau ci-dessous synthétise la valeur des BE cédés par ligne d'activité au 31.12.2023 :

(en M€)	BE provisions cession	BE primes cession	BE total cession
Vie	6,4	19,7	26,0
Santé NSLT	59,3	-35,1	24,2
Santé SLT	2,6	0,3	2,9
Total	68,3	-15,1	53,1

La diminution du BE de cession (de 67,9 M€ en 2022 dont -18,9 M€ en BE primes cession) est en lien avec l'évolution du BE brut.

Nota bene : Les notions de BE de provisions et de primes sont explicitées en D.2.1.

D.1.3 Impôts différés d'actifs

Les actifs et les passifs d'impôts différés ont été compensés conformément aux dispositions réglementaires. L'actif d'impôt différé net n'a pas été activé pour KLESIA MUT' en normes prudentielles.

D.1.4 Autres actifs

Le tableau ci-dessous synthétise la valeur des autres actifs détenus par KLESIA MUT' au 31.12.2023 :

Autres Actif (M€)	Valeur Solvabilité 2	Valeur Comptes sociaux
Créances nées d'opérations d'assurance	67,0	107,5
Créances nées d'opérations de réassurance	12,9	16,2
Autres créances	23,7	50,6
Trésorerie	3,3	3,3
Total	106,9	177,7

Les autres actifs de KLESIA MUT' sont inscrits au bilan prudentiel pour leur valeur comptable en application du paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué 2015/35, avec le retraitement suivant effectué en valeur solvabilité 2 :

- Créances : reclassements complémentaires de créances et dettes par tiers en normes prudentielles
- Primes acquises non émises d'assurance et de réassurance : reclassements en déduction des provisions techniques

D.2 Provisions techniques

La nouvelle classification dite « Line of Business - LoB » des risques assurantiels est définie dans la Directive Européenne Solvabilité II du 25 novembre 2009. Les garanties et risques assurés par KLESIA MUT' et la classification associée sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Direct/Acceptation	Libellé Classification	Libellé LoB	Garantie
Acceptation	Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	Incapacité - Santé
	Santé SLT	Réassurance santé	Incapacité - MGFS
	Vie	Réassurance vie	MGDC
Direct	Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	GAV - Incapacité
		Assurance des frais médicaux	Santé - Santé viagère
	Santé SLT	Assurance santé	Dépendance - MGFS - Santé viagère
		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Incapacité
	Vie	Autre assurance vie	Décès - Décès Viager - Epargne - MGDC - Rentes éducation / conjoint
		Réassurance vie	Décès

Le tableau suivant synthétise, par ligne d'activité, les montants des provisions techniques de KLESIA MUT' au 31.12.2023 :

Type de garantie	LoB	Provisions Techniques S2* 2023 (en M€)	Provisions Techniques S2* 2022 (en M€)	Variation
Vie	Autre assurance vie	6,6	6,8	-2,9%
	Réassurance vie	-0,1	0,0	
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	-0,9	-1,2	-23,6%
	Assurance des frais médicaux	-4,4	0,6	ns
Santé SLT	Assurance santé	0,6	0,4	33,4%
	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	0,5	0,6	-5,8%
Total		2,4	7,2	-67,3%

*Provisions Techniques S2 Nettes + Marge de risque

Les provisions techniques SII évoluent de 7, 2 M€ à 2,4 M€, diminution qui résulte de celle du BE Net.

Les paragraphes suivants détaillent les méthodologies retenues pour le calcul de la meilleure estimation des engagements et de la marge de risques en normes « Solvabilité 2 » ainsi que les montants obtenus par ligne d'activité. En particulier, une comparaison des montants SI et SII est documentée dans un paragraphe dédié.

D.2.1 Méthode de valorisation des provisions techniques S2

Calcul de la meilleure estimation des provisions pour sinistres et des provisions pour primes

Best Estimate de Provision (BE)

Le BE de provisions correspond à l'écoulement des flux futurs liés aux sinistres déjà survenus à la date d'arrêt mais non encore réglés. La valeur de ces flux futurs est estimée à partir de méthodes actuarielles classiques appliquées à des groupes de risques homogènes au sein de chaque ligne d'activité. Ainsi, les provisions mathématiques de rentes sont par exemple obtenues en probabilisant l'ensemble des arrérages futurs à verser avec une table de mortalité et selon la typologie de la rente (viagère ou temporaire, avec ou sans revalorisation).

Le tableau ci-dessous synthétise les principales hypothèses et méthodes retenues :

Branche	Groupes homogènes de risques	Méthodes / Hypothèses retenues
Santé NSLT	Santé, Mensualisation, Décès accidentel, indemnité journalière hospitalisation, santé individuelle	Pour cette branche, les principales méthodes retenues sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Application de la méthode de Chain Ladder pour la détermination d'une cadence de règlements afin d'estimer les flux futurs ; • Utilisation d'une table de mortalité pour le calcul des arrrages futurs (en cas de versement d'une rente) ; • Prise en compte de provision spécifique telle que la provision pour risques croissants pour les garanties retraites.
Santé SLT	Invalidité et Garantie viagère	Pour cette branche, les méthodes retenues sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Invalidité : projection tête par tête à partir des tables réglementaires utilisées à l'inventaire en norme S1 et prise en compte de la réforme des retraites avec la modélisation de flux jusqu'à 62 et 67 ans ; • Garantie viagère : projection des flux sur la base de la table réglementaire.
Vie	Décès, maintien des garanties décès, rentes Education / Rentes Conjoint, obsèques individuelles, obsèques collectives, dépendance, indemnité de fin de carrière, retraite et CRPB	Pour cette branche, les principales méthodes retenues sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Application de la méthode de Chain Ladder pour la détermination d'une cadence de règlements afin d'estimer les flux futurs ; • Utilisation d'une table de mortalité ou de tables réglementaires pour le calcul des arrrages futurs (en cas de versement d'une rente).

A noter depuis 2022 : la projection des réserves jusqu'à extinction des engagements dans le cadre de la continuité de l'activité.

Best Estimate de primes – Engagements futurs

Le BE de primes correspond à la valeur actuelle des flux futurs liés aux sinistres non encore survenus pour lesquels KLESIA MUT' est engagé à la date d'arrêt, relatifs aux :

- Contrats en cours à la date d'évaluation ;
- Contrats dont la période de couverture démarre postérieurement à la date d'évaluation mais pour lesquels l'entreprise est déjà engagée ;
- Contrats sur lesquels l'assureur n'a pas de droit unilatéral à résilier le contrat, à refuser le versement d'une prime ou à modifier librement la prime ou les garanties du contrat.

La méthode retenue pour l'estimation du BE de primes de KLESIA MUT' est celle proposée dans les Actes Délégués.

Le tableau ci-dessous synthétise les principales hypothèses et méthodes retenues :

Frontière des contrats - Exposition retenue	<p>Contrats collectifs : ces contrats sont généralement annuels, à tacite reconduction. Chaque année, le souscripteur a la possibilité de résilier son contrat à la date anniversaire (01/01/N), sous réserve de respecter les délais de résiliation. Une année de prime a été projetée sur l'ensemble des contrats collectifs annuels à tacite reconduction, ainsi qu'une année de survenance de sinistres.</p> <p>Contrats pour lesquels la durée de l'engagement est supérieure à un an : les primes et les sinistres ont été modélisés jusqu'à extinction.</p>
Modélisation des sinistres des survenances futures	<p>Pour les engagements afférents aux contrats annuels, les sinistres liés aux survenances futures ont été projetés à partir des ratios « sinistres à primes (ci-après « S/P ») » économiques et à l'ultime (corrigés des éléments déjà pris en compte dans le Best Estimate de provisions).</p> <p>Pour les risques dont on dispose des flux de provisions tête par tête (incapacité, rentes éducation, rentes conjoint, maintien des garanties décès), les sinistres futurs sont modélisés par réplication d'un portefeuille d'assurés tête par tête construit sur la base du stock.</p> <p>Pour les contrats pour lesquels l'engagement est viager, en l'absence de table d'expérience, les primes et sinistres futurs ont été projetés à l'aide de tables réglementaires.</p>

Les hypothèses d'évolution de chiffre d'affaires et de S/P retenues sont les suivantes :

- **Risque Santé** :

Les projections s'appuient sur le S/P de survenance 2023 mesuré dans les comptes sociaux S1, avec des dérives de sinistralité tenant compte de l'augmentation du PMSS.

Par ailleurs, le vieillissement de la population pour les contrats individuels est déjà pris en compte dans l'augmentation du tarif à l'âge.

	SANTÉ	2024	
		Collectif	Individuel
<i>Evolution de la sinistralité</i>	Dérive	8,00%	8,00%
	Vieillessement de la population	0,00%	2,00%
<i>Evolution des cotisations</i>	Evolution du PMSS	5,40%	0,00%
	Augmentation des tarifs liés à l'âge	0,00%	2,00%

- Risque Arrêt de travail

Les projections s'appuient sur le S/P moyen sur 3 ans calculé à la clôture 2023.

	AT	2024	
		Collectif	Individuel
<i>Evolution de la sinistralité</i>	Dérive	0,00%	0,00%
	Evolution de la masse salariale	3,00%	3,00%
<i>Evolution des cotisations</i>	Evolution de la masse salariale	3,00%	3,00%

- Risque Décès / Autres Prévoyance

Le ratio de sinistralité retenu est le S/P moyen sur 3 ans calculé à la clôture 2023.

	DECES	2024	
		Collectif	Individuel
<i>Evolution de la sinistralité</i>	Dérive	0,00%	0,00%
	Evolution de la masse salariale	3,00%	3,00%
<i>Evolution des cotisations</i>	Evolution de la masse salariale	3,00%	3,00%

Best Estimate de frais

Pour chaque LoB, les frais futurs ont été modélisés par destination, en tenant compte de l'hypothèse de continuité d'activité. Sur la base des frais 2023, la projection a été réalisée comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Destination : Frais de gestion des sinistres	Ces frais ont été projetés en fonction des prestations issues du calcul du BE de sinistres. Les frais de gestion des sinistres liés aux survenances futures ont été projetés en fonction des prestations projetées issues du BE de primes. Les taux de frais de gestion des sinistres utilisés pour la modélisation correspondent aux taux de frais de gestion observés sur l'exercice écoulé.
Nature : Commissions	Les commissions non incluses dans la destination frais de gestion de sinistres ont été projetées en fonction des cotisations
Type : Frais récurrents (administration / produits et charges techniques)	Les frais récurrents ont été répartis par destination entre frais fixes et frais variables selon la nature de ces frais : <ul style="list-style-type: none"> • Les frais récurrents de type « variable » ont été projetés en fonction des cotisations • Les frais récurrents de type « fixe » ont été projetés en fonction des cotisations et prestations.
Type : Frais non récurrents (dont Acquisition)	Les frais non récurrents correspondent aux projets transverses et aux frais liés aux activités commerciales. Ils n'ont pas été projetés en considérant que ces frais étaient supportés par les primes futures liées aux contrats futurs.
Frais de gestion des placements	Les frais de gestion des placements ont été projetés en fonction du montant d'actif géré.

Résultats obtenus

Les résultats obtenus en projetant l'intégralité des flux futurs probables bruts sont les suivants (BE bruts en M€) :

Type de garantie	LoB	BE Provisions (en M€)	BE Primes (en M€)	BE Total (en M€)
Vie	Autre assurance vie	9,3	22,7	32,0
	Réassurance vie	0,4	-0,4	0,1
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	7,8	-7,1	0,7
	Assurance des frais médicaux	72,3	-60,1	12,2
Santé SLT	Assurance santé	0,1	0,8	0,9
	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	3,0	0,0	3,0
Total		92,9	-44,0	48,9

Marge pour risque

La marge pour risque est calculée de façon à ce que la valeur des provisions techniques S2 corresponde au montant qu'une entreprise d'assurance demanderait pour reprendre et honorer les engagements de KLESIA MUT'. La marge pour risque, qui s'ajoute aux BE au passif du bilan prudentiel, correspond ainsi au coût d'immobilisation d'un montant de fonds propres égal au capital de solvabilité requis. Le taux correspondant au coût du capital est fixé par la réglementation à 6%.

Le calcul de la marge pour risque est effectué par projection des SCR (souscription, opérationnel et défaut) jusqu'à extinction des portefeuilles (en situation de run off).

Classification	Lob	RM (en M€)
Vie	Autre assurance vie	0,5
	Réassurance vie	0,0
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	0,6
	Assurance des frais médicaux	5,4
Santé SLT	Assurance santé	0,0
	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	0,0
Total		6,6

On note que la marge pour risque est stable (6,6 M€ en 2022).

Informations complémentaires

Référentiel retenu pour l'exercice 2023 et principales hypothèses

Le tableau ci-dessous présente le référentiel et les principales hypothèses retenues pour l'exercice 2023 :

Spécifications techniques	Les calculs de provisions BE sont effectués sur la base du règlement délégué (UE) 2015/35
Courbe d'actualisation	La courbe utilisée est la courbe transmise par l'EIOPA pour la collecte de 2023. La courbe retenue est celle avec « Volatility adjustment » pour un scénario « Baseline ». Tous les flux sont actualisés en milieu d'année.
Type de scénario	Calculs effectués en scénario central de chocs pour les risques santé similaire à la vie et pour les risques vie.
Durée de projection	Les flux ont été projetés jusqu'à extinction du portefeuille. Par conséquent les provisions à horizon de la durée de projection sont nulles.
Maille de calcul	Les calculs doivent à minima être effectués par Line of Business définie précédemment. La maille de calcul retenue est la suivante (<i>détaillée dans la cartographie en Annexe 1</i>) : <ul style="list-style-type: none"> • Segment (portefeuille) ; • Direct / Acceptation ; • Risque (groupe homogène).
Hypothèse de revalorisation	Dans le cadre du plan de continuité d'activité, une hypothèse de revalorisation a été utilisée et projetée jusqu'à extinction des engagements.

Hypothèses spécifiques

Branche	Risques concernés	Hypothèses
Santé NSLT	Santé	Les projections sont effectuées selon les cadences de règlement observées sans prise en compte des marges de prudence éventuellement contenues dans les provisions évaluées en norme S1. Cela suppose donc que les provisions constituées à l'inventaire ne dégageront ni boni ni mali dans le futur.
	Mensualisation	
	Décès accidentel	
	IJ hospitalisation	
	Santé Individuelle	Sur la gamme "retraité" une Provision pour Risque Croissant (ci-après "PRC") est constituée à l'inventaire pour prendre en compte le risque viager. Pour le calcul du BE de provisions, des primes sont projetées jusqu'à extinction. La projection des flux a été effectuée sur la base de la table réglementaire TGH05 en tenant compte d'une indexation annuelle des primes et d'une dérive annuelle de la consommation.
Santé SLT	Invalidité	En l'absence de tables d'expérience disponibles, les provisions sont projetées en tête par tête, à partir des tables réglementaires utilisées à l'inventaire en norme. Les autres provisions (PSAP) sont projetées sans marge de prudence. Les flux ont été projetés jusqu'à 62 et 67 ans pour prendre en compte le décalage de départ en retraite.
	Garantie viagère	KLESIA MUT' assure un contrat (à prime unique) de santé collective faisant l'objet d'une garantie viagère. La projection des flux a été effectuée sur la base de la table réglementaire TGH05, en tenant compte d'une dérive annuelle de la consommation.
Vie	Décès	Projection à partir de cadences de règlement observées.
	MGDC	Projection à partir des tables réglementaires du BCAC prolongées pour prise en compte de la réforme des retraites par l'Institut des Actuaire.
	Rente Education / Rente Conjoint	Projection tête par tête à partir des tables TGH/F-05.
	Obsèques individuelles	Projection à partir des tables réglementaires.
	Obsèques collectives	Projection à partir de cadence de règlement observées.
	Dépendance	En l'absence de tables d'expériences, l'hypothèse retenue est une durée moyenne de maintien en dépendance de 4 ans et un âge moyen d'entrée en dépendance de 70 ans.

D.2.2 Evolutions N-1 / N

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des provisions S12 entre les deux derniers exercices :

Type de garantie	LoB	Provisions Techniques S2* 2023 (en M€)	Provisions Techniques S2* 2022 (en M€)	Variation
Vie	Autre assurance vie	6,6	6,8	-2,9%
	Réassurance vie	-0,1	0,0	
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	-0,9	-1,2	-23,6%
	Assurance des frais médicaux	-4,4	0,6	ns
Santé SLT	Assurance santé	0,6	0,4	33,4%
	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	0,5	0,6	-5,8%
Total		2,4	7,2	-67,3%

*Provisions Techniques S2 Nettes + Marge de risque

Les provisions techniques S2 sont en baisse de 67,3% par rapport à 2022 en lien avec la Lob Assurance des frais médicaux.

D.2.3 Principales différences entre provisions techniques S2 et S1

Le tableau ci-dessous présente, par ligne d'activité, les provisions S2 bruts de réassurance et hors marge de risques et les provisions S1.

Branche	LoB	Provisions Techniques S1 (en M€)	BE (en M€)	Différence
Santé NSLT	Assurance de protection du revenu	7,7	0,7	-91,2%
	Assurance des frais médicaux	86,6	12,2	-85,9%
Santé SLT	Assurance santé	0,5	0,9	85,5%
	Réassurance santé	0,0	0,0	
	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	3,2	3,0	-6,4%
Vie	Autre assurance vie	78,6	32,0	-59,3%
	Réassurance vie	0,4	0,1	-85,8%
Total		177,1	48,9	-72,4%

Les principaux paramètres engendrant des écarts entre les provisions S1 et les BE S2 sont les suivants :

- **Marge de prudence** : les provisions S2 correspondent à la meilleure estimation des flux futurs de trésorerie, et n'intègrent donc pas de marge de prudence comme les provisions en normes sociales
- **Courbe d'actualisation** : en normes S2, les flux futurs sont actualisés sur tous les types de flux à l'aide de la courbe EIOPA avec Volatility adjustment. A l'inverse, les provisions relatives aux comptes sociaux ne sont pas toutes actualisées, et les taux techniques sont utilisés lorsqu'il y a actualisation.
- **BE de primes** : un BE de primes est déterminé en normes SII comme explicité supra.
- **Frais** : la méthode de comptabilisation des frais.

Ci-dessous les explications de passage des provisions des comptes sociaux S1 au Best Estimate par LoB :

Branche	Santé NSLT		Santé SLT		Vie		Total
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Autre assurance vie	Réassurance vie	
LoB							
Provisions S1 hors frais	82,3	7,2	0,5	3,1	78,5	0,4	172,0
Impact Taux et revalorisation	-3,9	-0,7	-0,1	-0,3	-1,0	0,0	-6,1
Marge de prudence	-9,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-9,1
Ecart de modélisation PE	4,0	0,1	0,0	0,0	0,4	0,0	4,4
Ventilation viager	-5,2	0,0	-0,3	0,0	-70,0	0,0	-75,5
Résiduel	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
BE sinistres Brut hors frais	68,2	6,7	0,1	2,7	7,9	0,4	86,0
Marge technique N+1*	-84,8	-4,4	0,0	0,0	-4,0	0,0	-93,1
Impact Taux et revalorisation	4,0	-0,1	-0,5	0,0	-56,8	0,0	-53,4
PANE	-51,3	-1,3	0,0	0,0	0,6	-0,3	-52,4
Ventilation viager	5,2	0,0	0,3	0,0	70,0	0,0	75,5
Résiduel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,0
BE primes hors frais	-126,9	-5,8	-0,2	0,0	9,9	-0,4	-123,4
<i>* Retraitée du résultat viager, des boni et des variations de PE et PRE</i>							
Frais S1	4,3	0,6	0,0	0,1	0,1	0,0	5,1
BE sinistres passés	2,3	1,1	0,0	0,1	1,3	0,0	4,8
BE placements	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,3
BE frais futurs	73,6	-1,1	1,5	0,2	17,7	0,1	91,9
Impact Taux et revalorisation	-5,1	-0,2	-0,5	0,0	-5,1	0,0	-10,8
BE frais	70,9	-0,1	1,0	0,3	14,2	0,1	86,3

Le passage des provisions en normes sociales à la norme S2 est porté par quatre effets principaux :

- Les Boni pour -9,1 M€ dont la répartition est exclusivement portée par la Lob Assurance des frais médicaux ;
- L'effet Impact Taux pour -6,1 M€ qui concerne principalement la Lob Assurance des frais médicaux en lien avec la volumétrie des risques concernés et la santé viagère ;
- Les écarts de modélisation des réserves pour 4,5 M€
- Le reclassement du périmètre viager en BE de prime pour -75,5 M€

Le passage de la marge N+1 retraitée au BE de primes est expliqué par l'impact courbe des taux pour -53,4 M€ presque entièrement lié au décès viager, par l'intégration du viager dans le BE de Primes pour 75,5 M€ et le retraitement des PANE pour -52,4 M€, ces dernières étant correspondant à la Lob Assurance des frais médicaux.

Le BE de frais est porté par le BE de sinistres passés pour 4,8 M€, un BE de frais futurs pour 91,9 M€ et un impact taux de -10,8 M€.

D.2.4 Informations sur les effets des mesures transitoires

KLESIA MUT' n'est pas concernée par l'application d'éventuelles mesures transitoires.

D.3 Autres passifs

Le tableau ci-dessous synthétise la valeur des autres passifs détenus par KLESIA MUT' au 31.12.2023 :

Autres passifs (M€)	Valeur Solvabilité 2	Valeur Comptes sociaux
Provisions autres que les provisions techniques	17,7	17,7
Dettes pour dépôts espèces des réassureurs	101,4	100,1
Dettes envers les établissements de crédit	0,0	0,0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	0,0	0,0
Dettes nées d'opérations d'assurance	39,1	39,1
Dettes nées d'opérations de réassurance	5,9	27,6
Autres dettes (non liées aux opérations d'assurance)	32,3	59,2
Dettes subordonnées	0,6	0,6
Total	197,0	244,3

Les autres passifs de KLESIA MUT' sont inscrits au bilan prudentiel pour leur valeur comptable en application du paragraphe 4 de l'article 9 du Règlement Délégué 2015/35, avec le retraitement suivant effectué en valeur solvabilité 2 :

- Dettes : reclassements complémentaires de créances et dettes par tiers en normes prudentielles
- Primes acquises non émises de réassurance : reclassements en déduction des provisions techniques

D.4 Méthodes alternatives

KLESIA MUT' n'utilise pas de méthodes alternatives.

E Gestion du capital

E.1 Fonds propres

E.1.1 Organisation de la gestion du capital du Groupe KLESIA

Gouvernance

Le processus de gouvernance des fonds propres est précisé dans la « Politique de gestion du Capital », et s'articule en trois principaux points :

Etape	Description
Publication des ratios et éléments de couverture	- Détermination des ratios de couverture Solvabilité 2 des entités d'assurance du Groupe - Définition des éléments de fonds propres éligibles, en lien avec les projections réalisées dans le cadre de l'ORSA
Instances et décisions	- Détermination des besoins en fonds propres au niveau du Groupe afin d'atteindre les objectifs de couverture - Elaboration si besoin d'un plan de résolution, présenté au Conseil d'Administration - Mise en place du mécanisme de solidarité financière entre les entités
Mise en œuvre	Mise en place et application du plan de résolution permettant d'atteindre les objectifs fixés

Politique de gestion des fonds propres

Principe de la gestion du capital

La gestion des fonds propres est effectuée en adéquation avec les différentes politiques propres au Groupe KLESIA, notamment avec la politique de gestion des risques ainsi que la politique de placement et valorisation, tout en s'alignant avec l'appétence au risque.

Dans ce cadre, la principale métrique à optimiser est celle du ratio de couverture du capital réglementaire.

La gestion du capital repose alors sur les piliers suivants :

- Adéquation aux différentes politiques ;
- Entraide entre les affiliés de la SGAM via l'utilisation du mécanisme de solidarité financière ;
- Respect des contraintes induites par Solvabilité 2 et Solvabilité 1.

Le seuil d'alerte du ratio de couverture du SCR est de 110% pour KLESIA MUT' en respectant les limites d'éligibilité des fonds propres. Cet objectif impose une gestion anticipée des besoins en fonds propres et des risques de déviation du ratio de couverture qui repose sur l'utilisation des projections faites dans l'ORSA (cf. Rapport ORSA de l'entité), sur la politique d'appétence au risque propre à chaque entité, sur les sensibilités du modèle ainsi que sur les estimations d'atterrissage.

Gestion du besoin en fonds propres

Mécanisme de solidarité financière : La SGAM KLESIA Assurances permet de favoriser le développement de chacune de ses structures et d'établir des relations financières fortes et durables entre elles. La SGAM permet notamment la mise en place d'un mécanisme de solidarité financière qui se déclenche lors de l'un des deux cas suivants :

- Franchissement à la baisse du seuil de taux de SCR fixé à 105% (le MCR quand celui-ci dépasse le SCR) ;
- Perte partielle ou totale des agréments d'une entreprise affiliée.

E.1.2 Descriptif des caractéristiques majeures des fonds propres détenus

La détermination des fonds propres de base prudentiels est effectuée à partir des fonds propres statutaires, qui sont composés du fonds d'établissement, des réserves et du résultat de l'exercice. A ces instruments de fonds propres viennent s'ajouter des éléments spécifiques en normes Solvabilité 2 :

- L'écart de valorisation entre l'actif net du bilan S2 et du bilan S1 ;
- Les dettes subordonnées, non incluses dans les fonds propres statutaires ;

Classification par niveau d'éligibilité et disponibilité

Le niveau des fonds propres est déterminé à partir des critères suivants :

- **Niveau 1** : Eléments totalement disponibles et non subordonnés ;
- **Niveau 1 Restreint** : Prêts subordonnés sans échéance de remboursement initiale et dont le premier remboursement est à plus de 5 ans par rapport à la date d'émission ;
- **Niveau 2** : Eléments disponibles sous conditions en cas de liquidation, ou éléments à durée déterminée suffisante : échéance de remboursement initiale supérieure à 10 ans
- **Niveau 3** : Tous les éléments qui ne respectent pas les conditions précédentes

Suivant ces critères, les fonds propres Solvabilité 2 de KLESIA MUT' ont été classés :

- En niveau 1 : le fonds initial et la réserve de réconciliation ;
- En niveau 3 : les dettes subordonnées.

Les fonds propres en normes prudentielles de KLESIA MUT' sont donnés dans le tableau ci-dessous pour l'exercice précédent et l'exercice de référence :

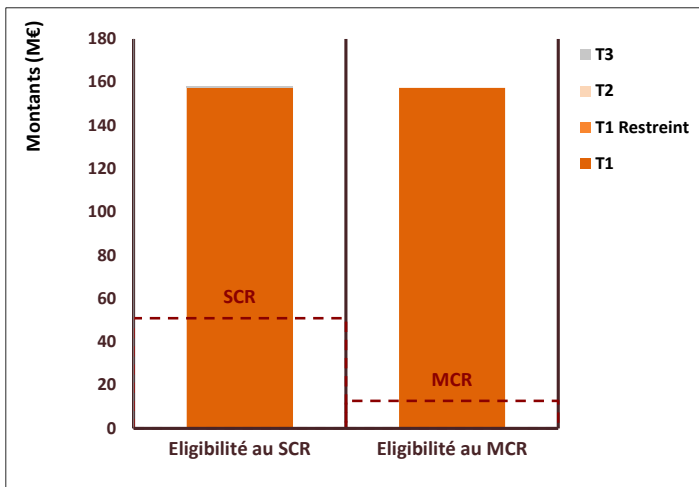
Éléments de fonds propres (M€)	2022	2023	Evolution 2023 vs
Fonds d'établissement constitué	13,7	13,7	0,0
Réserve de réconciliation	128,7	143,7	15,0
Dettes subordonnées	0,6	0,6	0,0
Position nette d'impôts différés d'Actifs	0,0	0,0	0,0
Total fonds propres disponibles	143,0	158,0	15,0
- Dont tiers 1	142,4	157,4	15,0
- Dont tiers 2	0,0	0,0	0,0
- Dont tiers 3	0,6	0,6	0,0

Respect des seuils réglementaires :

- Les dettes subordonnées affectées en niveau 3 représentent 1% de la valeur du SCR, ainsi par application du seuil de 50% de SCR, 100% sont retenus en fonds propres éligibles.
- Les dettes subordonnées affectées en niveau 3 ne sont pas éligibles à la couverture du MCR, ainsi on ne peut retenir un montant de dettes subordonnées en fonds propres éligibles

Le détail de la répartition des fonds propres totaux éligibles de KLESIA MUT' est présenté ci-dessous :

Données en M€		Montant du SCR	50,9	Montant du MCR	12,7
Type de fonds propres		Couverture du SCR		Couverture du MCR	
Niveau		Montant	Ratio	Montant	Ratio
Niveau 1	Non Restreint	157,4		157,4	
	Restreint	0,0		0,0	
Niveau 2		0,0		0,0	
Niveau 3		0,6		0,0	
TOTAL		158,0	311%	157,4	1238%

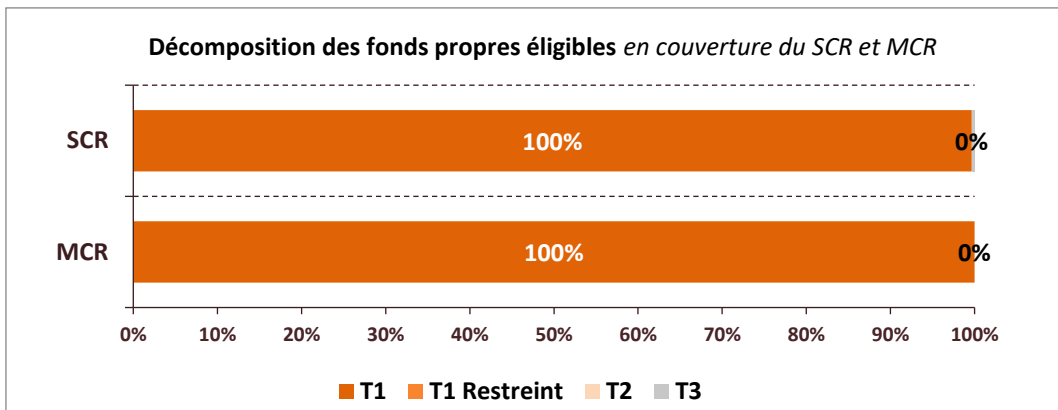


En synthèse, KLESIA MUT' couvre les seuils de capital requis avec ses fonds propres pruden- tiels :

- **Couverture du SCR** : 311%.
- **Couverture du MCR** : 1238%.

Le ratio de couverture du SCR, calculé avec la courbe EIOPA sans Volatility Adjustment s'élève à 310%.

La décomposition des fonds propres éligibles en couverture du SCR et MCR est présenté ci-dessous :



Déduction à opérer en normes Solvabilité 2

Il n'y a pas de déductions opérées dans les fonds propres pruden- tiels de KLESIA MUT'.

E.1.3 Différences importantes avec les états financiers statutaires

La différence de valorisation des fonds propres prudentiels par rapport aux fonds propres statutaires s'explique par le fait qu'en normes Solvabilité 2 certains éléments complémentaires sont ajoutés au montant total de fonds propres :

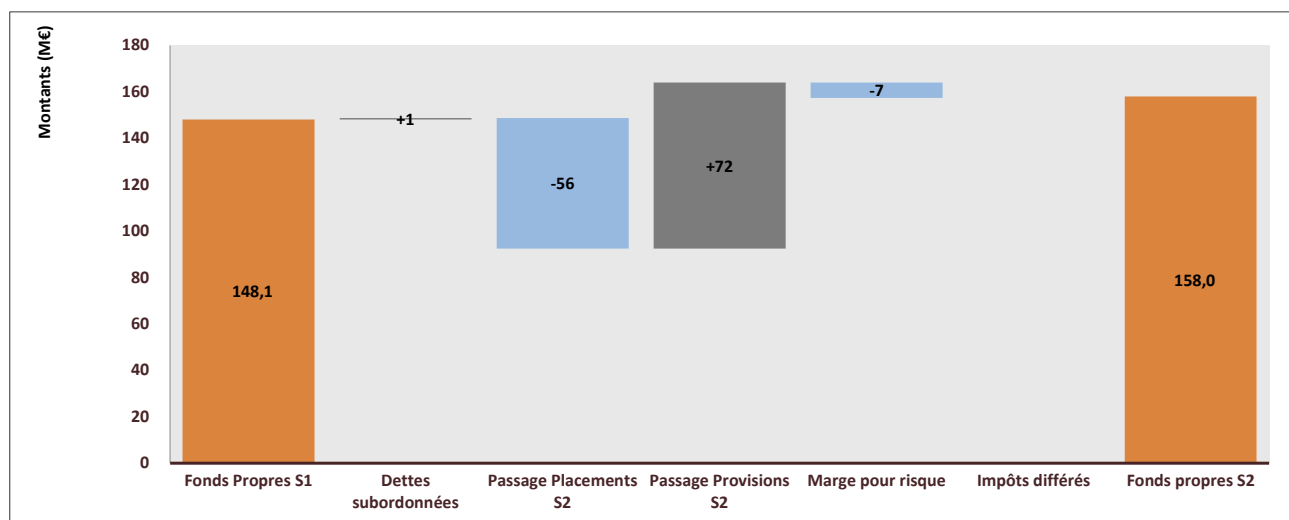
Décomposition des fonds propres			Valorisation (M€)
Fonds propres en normes S2	Fonds propres en normes sociales	Fonds d'établissement constitué	13,7
		Réserve de capitalisation	0,0
		Autres réserves	128,5
		Résultat de l'exercice	6,4
		Sous total	148,6
	Eléments de propres spécifiques en S2	Ecart Actif net S2 - S1 (hors IDA)	8,8
		Dettes subordonnées	0,6
		Impôts différés actifs	0,0
		Sous total	9,3
	Total Général		

La classification des instruments de fonds propres en normes Solvabilité 2 diffère également de celle imposée en normes sociales, principalement au niveau de la réserve de réconciliation, qui est composée de :

- La réserve de capitalisation : intégrée en totalité en réserve de réconciliation ;
- Des autres réserves ;
- Du résultat de l'exercice ;
- De l'écart de valorisation de l'actif Net S2 - S1.

L'écart entre les fonds propres des comptes sociaux et les fonds propres prudentiels s'élève à 9,9 M€. Cet écart provient essentiellement des plus-values ou moins-values latentes à l'actif et de la réévaluation des provisions.

Le graphe ci-dessous présente le passage des fonds propres S1 aux fonds propres S2 :



E.1.4 Informations sur les effets des mesures transitoires

Mesure transitoire sur les fonds propres

KLESIA MUT' n'a pas recours à la transitoire fonds propres.

Demandes d'autorisations

KLESIA MUT' n'a adressé aucune demande d'autorisation pour l'exercice 2023.

E.2 Exigences réglementaires en capital

E.2.1 Evaluation du capital de solvabilité requis (SCR)

Méthodologie

SCR de Souscription

Le SCR brut d'absorption a été calculé en tenant compte de l'atténuation des chocs par les provisions d'égalisation (PE) contractuelles prévoyance/décès. Le SCR net est calculé après absorption des chocs par les autres provisions techniques (FDB).

Afin de calculer le SCR brut après atténuation des chocs par les PE, une segmentation a été définie permettant de distinguer 8 groupes de contrats avec PE Prévoyance. La mesure de l'absorption est réalisée à l'aide de la méthode suivante :

- Le SCR de souscription a été calculé pour chaque groupe homogène X. Les montants ainsi obtenus sont ensuite agrégés à l'aide des matrices de corrélation pour obtenir le BSCR (hors SCR marché, opérationnel, défaut) de chaque groupe de contrat. Il a été, ensuite, comparé avec le montant de PE disponible, pour définir un facteur d'atténuation :
- Afin d'obtenir les SCR bruts par risque de souscription Vie et Santé similaire à la Vie, ce facteur a été appliqué à chaque risque.

Ce facteur d'atténuation n'est pas appliqué dans le cas des risques de frais, car le mécanisme de calcul de la PE n'intègre pas la notion de frais réels (il s'agit d'un taux de frais défini contractuellement).

Cette méthodologie est appliquée de façon identique pour le SCR de Souscription Vie et Santé similaire à la vie (KLESIA MUT' n'est pas concernée par le SCR de Souscription Non-Vie).

Concernant le SCR de Souscription Santé NSLT, il est calculé sans tenir compte des effets de la PE dans un premier temps. Dans un second temps, à l'image de ce qui a été fait pour la PE Prévoyance, le SCR est comparé à la PE afin d'obtenir un facteur d'atténuation. Ce facteur d'atténuation est appliqué aux volumes de primes et de réserves puis le SCR est recalculé avec ces volumes, en tenant compte des effets atténuateurs de chocs de la PE Santé.

SCR de Marché

Le SCR de marché est calculé conformément aux textes du Règlement Délégué. Les fonds dédiés sont systématiquement analysés en transparence et dans la limite de 20% de l'actif global, les fonds ouverts font l'objet de mesures de simplification :

- Les fonds ouverts sont scindés en actifs représentant différents risques financiers et correspondant à la répartition du benchmark décrit dans la notice du fonds ;
- Les fonds ouverts de taux, monétaires ou obligataires, sont considérés comme des créances de rating et de durée tels que définis dans la notice du fonds.

SCR de contrepartie

La perte attendue correspond à la perte en fonds propres subie par l'assureur en cas de défaut de la contrepartie. Les pertes attendues sont déterminées en fonction d'un taux de recouvrement qui varie en fonction du type de contrats :

Type de contrepartie	Approche retenue
Réassurance proportionnelle	La méthode de calcul simplifiée du Risk Mitigating a été retenue.
Réassurance non proportionnelle	Les SCR catastrophe ont été recalculés afin d'estimer le Risk Mitigating lié à cette réassurance.
Réassurance (hypothèse générale)	Le montant du collatéral pour chaque réassureur est égal à la valeur de marché de ses titres nantis.
Entreprises non ratées	Les probabilités de défaut ont été estimées en fonction du ratio S2 de l'exercice précédent.

SCR Opérationnel

Le SCR opérationnel est calculé conformément à la Formule Standard.

Ajustement sur le SCR

Plusieurs facteurs d'atténuation peuvent venir réduire les SCR :

- L'absorption par les provisions techniques : la participation aux bénéfices est discrétionnaire, KLESIA MUT' n'est pas concernée.
- L'absorption par les impôts différés : le calcul des impôts différés amène à intégrer au bilan des impôts différés d'actifs. Par conséquent, il n'y a pas d'ajustement du SCR par les impôts différés.

SCR agrégé

Les SCR par branche ont été évalués par agrégation des modules de risques à l'aide de matrices de corrélation. Cette agrégation génère des bénéfices de diversification à chaque agrégation des principaux modules et est présentée ci-dessous :

		SCR									
		51									
		SCR op	BSCR	Adj PB	Adj ID						
		11 21%	40 79%	0 0%	0 0%						
SCR marché	SCR santé				SCR contrepartie	SCR vie	SCR non-vie	SCR incorporels			
27 52%	14 27%				14 28%	1 3%	0 0%	0 0%			
Taux	Santé SLT	Santé CAT	Santé NSLT				Mortalité	Primes_provision			
8 16%	1 1%	0 0%	13 26%				1 1%	0 0%			
Actions	Mortalité			Primes_provision		Longévité	Renonciation				
11 22%	0 0%			13 26%		0 0%	0 0%				
Immobilier	Longévité			Renonciation		Invalidité	Catastrophe				
3 5%	0 1%			0 0%		0 0%	0 0%				
Spread	Invalidité					Rachat					
14 27%	0 0%					0 0%					
Devise	Rachat					Frais					
0 0%	0 0%					1 2%					
Concentration	Frais					Révision					
2 4%	0 1%					0 0%					
		Révision				Catastrophe					
		0 0%				0 0%					

E.2.2 Evaluation du minimum de solvabilité requis (MCR)

Le MCR (Minimum Capital Requirement) correspond au montant de fonds propres de base éligibles, en deçà duquel, les preneurs et les bénéficiaires seraient exposés à un niveau de risque inacceptable si l'entreprise d'assurance concernée était autorisée à poursuivre son activité.

Le calcul du MCR a été réalisé en utilisant l'approche linéaire combinée avec un plancher de 25% et un plafond de 45% du SCR, conformément aux spécifications techniques. Le plancher absolu du MCR pour KLESIA MUT' s'élève à 4 M€.

Le MCR calculé est de 12,7 M€.

MCR - information de base	Capital requis (en M€)
Minimum de Capital Requis linéaire	3,4
Capital de solvabilité requis	50,9
Plafond de Minimum de Capital Requis	22,9
Plancher de Minimum de Capital Requis	12,7
Minimum de Capital Requis combiné	12,7
Plancher absolu du Minimum de Capital Requis	4,0
Minimum de Capital Requis	12,7

E.3 Risque action fondé sur la durée

KLESIA MUT' n'est pas concernée par cette sous-section du SFCR.

E.4 Différence Formule Standard / Modèle Interne

KLESIA MUT' n'est pas concernée par cette sous-section du SFCR.

E.5 Non-respect des exigences dans l'évaluation du MCR / SCR

Scénario central

Dans le cas du scénario central, les ratios de couverture du SCR et du MCR sur l'horizon du PPA sont, à ce stade, supérieurs au cadre d'appétence et aux exigences réglementaires.

Les évolutions relatives au scénario central seront explicitées dans le rapport ORSA.

Annexes : QRT

S.02.01 – Bilan

Données en K€

Actif	Valeur Solvabilité 2
Écarts d'acquisitions	
Frais d'acquisition reportés	
Actifs incorporels	
Impôts différés actifs	
Excédent de régime de retraite	
Immobilisations corporelles pour usage propre	258
Placements (hors représentation de contrats en UC / indexés)	249 312
Immobilier (autre que pour usage propre)	1 761
Participations	49 745
Actions	0
Actions cotées	0
Actions non cotées	
Obligations	153 160
Obligations souveraines	22 266
Obligation d'entreprises	130 894
Obligations structurées	
Titres garantis	
Fonds d'investissement	43 014
Produits dérivés	
Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie	1 631
Autres placements	
Placements en représentation de contrats en UC ou indexés	
Prêts et prêts hypothécaires	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	
Autres prêts et prêts hypothécaires	
Avances sur polices	
Provisions techniques cédées	53 137
Non vie et santé similaire à la non-vie	24 198
Non vie hors santé	
Santé similaire à la non vie	24 198
Vie et santé similaire à la vie, hors UC ou indexés	28 939
Santé similaire à la vie	2 895
Vie hors santé, UC ou indexés	26 044
UC ou indexés	
Dépôts auprès des cédantes	346
Créances nées d'opérations d'assurance	66 993
Créances nées d'opérations de réassurance	12 880
Autres créances (hors assurance)	23 711
Actions auto-détenues	
Instruments de fonds propres appelés et non payés	
Trésorerie et équivalent trésorerie	3 346
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	60
Total de l'actif	410 044

Données en K€

Passif	Valeur Solvabilité 2
Provisions techniques non-vie	18 922
Provisions techniques non-vie (hors sante)	
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Provisions techniques sante (non-vie)	18 922
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	12 897
Marge de risque	6 025
Provisions techniques vie (hors UC ou indexes)	36 582
Provisions techniques sante (vie)	3 991
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	3 949
Marge de risque	42
Provisions techniques vie (hors sante,UC ou indexes)	32 591
Provisions techniques calculées comme un tout	
Meilleure estimation	32 053
Marge de risque	538
Provisions techniques UC ou indexés	
Provisions techniques calculees comme un tout	
Meilleure estimation	
Marge de risque	
Autres provisions techniques	
Passifs eventuels	
Provisions autres que les provisions techniques	17 715
Provision pour retraite et autres avantages	
Dettes pour depots especes des reassureurs	101 419
Impots differes passifs	
Produits derives	
Dettes envers les etablissements de credit	
Dettes financieres autres que celles envers les etablissements de credit	5
Dettes nees d operations d assurance	39 085
Dettes nees d opérations de reassurance	5 903
Autres dettes (non liées aux operations d assurance)	32 344
Dettes subordonnees	550
Dettes subordonnees exclues des fonds propres de base	
Dettes subordonnees incluses dans les fonds propres de base	550
Autres dettes non mentionees dans les postes ci-dessus	99
Total du passif	252 624
Total de l'actif net	157 420

S.05.01 – Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

Données en K€

	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Total
Primes émises			
Brut – assurance directe	303 351	8 670	312 022
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	23 663	538	24 201
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	258 740	9 131	267 871
Net	68 274	78	68 351
Primes acquises			
Brut – assurance directe	303 351	8 670	312 022
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	23 663	538	24 201
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	258 740	9 131	267 871
Net	68 274	78	68 351
Charge des sinistres			
Brut – assurance directe	225 960	1 188	227 148
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	19 347	551	19 899
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée			
Part des réassureurs	196 236	1 053	197 289
Net	49 071	687	49 758
Total des dépenses			17 241

Données en K€

	Assurance avec participation aux bénéfices	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	Total
Primes émises						
Brut		17 549			1 111	18 705
Part des réassureurs		15 080			833	15 952
Net		2 469			278	2 754
Primes acquises						
Brut		17 549			1 111	18 705
Part des réassureurs		15 080			833	15 952
Net		2 469			278	2 754
Charge des sinistres						
Brut		6 620	891	120	768	8 404
Part des réassureurs		4 582	688	90	576	5 947
Net		2 038	203	30	192	2 458
Total des dépenses						2 442

S.12.01 – Provisions techniques vie et santé SLT

Données en K€

	Autres assurances vie		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance	Réassurance acceptée				Total (vie hors santé, y compris UC)	Assurance santé (assurance directe)		Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liés aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
	Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie acceptés et liés aux		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque													
Meilleure estimation													
Meilleure estimation brute	31 992		61		61		32 053		925		3 024		3 949
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	26 703		149				26 851		384		2 520		2 904
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finie) avant ajustement pour pertes probables	26 703		149				26 851		384		2 520		2 904
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables													
Montants recouvrables au titre de la réassurance finie avant ajustement pour pertes probables													
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	25 896		148		148		26 044		385		2 510		2 895
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	6 096		-87				6 009		540		514		1 054
Marge de risque	525		13		13		538		26		16		42
Provisions techniques - Total	32 517		74		74		32 591		951		3 041		3 991
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPPF)	6 655		99				6 754						

S.17.01 – Provisions techniques non-vie

Données en K€

	Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée		Total Non-Life obligation
	Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque			
Meilleure estimation			
Provisions pour primes			
Brut - total	-60 071	-7 089	-67 160
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-31 491	-3 482	-34 973
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables	-31 491	-3 482	-34 973
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	-31 623	-3 491	-35 114
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	-28 448	-3 598	-32 046
Provisions pour sinistres			
Brut - total	72 289	7 767	80 056
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, avant l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	53 657	5 720	59 377
Montants recouvrables au titre de la réassurance (hors véhicules de titrisation et réassurance finite) avant ajustement pour pertes probables	53 657	5 720	59 377
Montants recouvrables au titre des véhicules de titrisation avant ajustement pour pertes probables			
Montants recouvrables au titre de la réassurance finite avant ajustement pour pertes probables			
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	53 614	5 699	59 312
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	18 675	2 069	20 744
Total meilleure estimation - brut	12 219	678	12 897
Total meilleure estimation - net	-9 772	-1 529	-11 302
Marge de risque	5 403	622	6 025
Provisions techniques - total			
Provisions techniques - total	17 622	1 300	18 922
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	21 991	2 208	24 198
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite	-4 369	-907	-5 277
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	25 943	5 749	31 691

S.19.01 – Sinistres en non-vie

Assurance des frais médicaux

Sinistres payés bruts non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +	
Précédentes																			
N14								0	-2			0	0	0					-2
N13										-1	6							-4	-1
N12							0	3	-2	-5	-48					-4		-1	-52
N11					-16	4	-5	-1	8	-490	-10								-511
N10				4	47	5	18	11	-261	7	0							0	-169
N9			947	462	2 541	27	10	-196	6	91								91	3 889
N8		25 527	2 014	2 043	29	52	-91	20	-35									-35	29 560
N7	215 236	35 143	-1 361	-4 273	174	-126	-18	-276										-278	244 476
N6	191 140	25 273	1 828	459	181	405	-5											-5	219 282
N5	182 986	39 191	14 794	1 916	78	18												18	238 984
N4	232 674	23 074	10 767	332	297													297	267 144
N3	190 595	42 937	2 154	716														716	236 401
N2	223 698	29 067	4 282															4 282	257 027
N1	208 109	35 890																35 890	244 000
N	211 795																	211 795	211 795
Total																		252 746	1 951 822

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			26
N14																			
N13								455					543						
N12								55	-48	-48		-889	-347						
N11						-320	-480	-480		0									
N10					1 276	-268	-268		676	676	676	646							631
N9				2 231	2 118	-215	0	1				-213							-210
N8			4 434	3 158	-129	1	581	520	1 102										1 077
N7	38 851	1 232	-127	74	1 665	1 426	1 426	3 731											3 663
N6	37 718	3 845	557	379	-294	-513	-1 019												-993
N5	58 700	16 873	6 446	3 941	3 258	5 121													4 746
N4	67 936	17 468	878	743	1 046														1 044
N3	78 084	15 593	1 014	158															155
N2	51 791	4 700	-1 068																-1 060
N1	54 419	7 396																	7 799
N	55 052																		55 431
Total																			72 289

Sinistres déclarés mais non réglés bruts (RBNS) (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			
N14																			
N13																			
N12																			
N11																			
N10																			
N9																			
N8																			
N7																			
N6					212	219													
N5																			
N4																			
N3	14	13	13																
N2	14	13																	
N1																			
N																			
Total																			

Recouvrements de réassurance reçus non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)		
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +	
Précédentes																			
N-14								0	-2		0	0	0						-2
N-13									0	0	5		0	0					4
N-12						0	1					-5	-41	0					-44
N-11					-9	0	-2	0	6	-424	-9								-437
N-10				0	211	9	1	9	-225	5									11
N-9			413	369	2 535	11	10	-170	6										3 173
N-8		11 129	820	2 034	11	55	-82	16											13 982
N-7	63 870	10 880	557	221	-2 889	1 305	-18												73 927
N-6	58 985	9 293	381	-740	1 522	76													69 517
N-5	58 876	8 302	-7 905	4 670	-436														63 506
N-4	57 535	-23 025	7 677	502															42 688
N-3	153 769	33 467	2 898																190 134
N-2	177 170	24 503																	201 673
N-1	166 116																		166 116
N																			
Total																			824 248

Meilleure estimation provisions pour sinistres non actualisées - Montants recouvrables au titre de la réassurance non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			
N-14																			
N-13													0						
N-12						50	-44	-37		0									
N-11					-292	-436	-365		0										
N-10				-27	-244	-204		0			5								5
N-9			1 988	1 924	-163		0			-88									-86
N-8		2 578	2 207	-98		0			41										40
N-7		222	-292						302										294
N-6	11 160	49	-16	180	193	3	16												17
N-5	11 723	2 294	-17	4	1	101													98
N-4	13 342	1 476	155	190	211														206
N-3	81 482	1 882	137	49															40
N-2	56 653	107	-707																-699
N-1	50 698	-733																	-713
N	57 382																		54 412
Total																			53 614

Réassurance sinistres RBNS (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			
N-14																			
N-13																			
N-12																			
N-11																			
N-10																			
N-9																			
N-8																			
N-7																			
N-6				179	186														
N-5																			
N-4																			
N-3	13	12	12																
N-2	13	12																	
N-1																			
N																			
Total																			

Sinistres payés nets non cumulés (valeur absolue en K€)

Précédentes	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années cumulés	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +
N-14									0	-1		0	0	0			-1	
N-13											0	0	1	-2	0	0	-4	
N-12						0	2		-2	0	-7	0	-7	0	-1		-8	
N-11					-7	4	-3	-1	1	-66	-1						-74	
N-10				4	-164	-4	16	2	-35	2	0						-180	
N-9			535	93	7	16	0	-26	0	91							91	
N-8		14 398	1 195	9	19	-3	-8	4	-35								-35	
N-7	151 366	24 262	-1 938	-4 494	3 063	-1 431	0	-278									-278	
N-6	132 156	15 980	1 447	1 199	-1 341	329	-5										-5	
N-5	124 110	30 889	22 700	-2 754	514	18											18	
N-4	175 140	46 100	3 089	-170	297												297	
N-3	36 827	9 469	-744	716													716	
N-2	46 529	4 564	4 262														4 262	
N-1	41 993	35 890															35 890	
N	211 795																211 795	
Total																	252 746	1 127 574

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées (valeur absolue en K€)

Précédentes	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +
N-14																	26
N-13																	26
N-12						6	-4	-12		-889	-347						543
N-11					-28	-44	-115			0	0	-347					-347
N-10				1 303	-24	-64		676	676	676	642						626
N-9			243	193	-51	0	1			-125							-124
N-8		1 857	950	-31	1	580	520	520	1 061								1 037
N-7	24 934	1 010	76	74	1 665	1 426	1 426	3 429									3 368
N-6	26 557	3 796	573	199	-487	-516	-1 036										-1 009
N-5	46 977	14 579	6 463	3 937	3 257	5 020											4 648
N-4	54 594	15 992	723	553	835												838
N-3	-3 398	13 710	876	109													115
N-2	-4 862	4 594	-361														-362
N-1	3 810	8 129															8 129
N	-2 330																1 019
Total																	18 675

Sinistres RBNS nets (valeur absolue en K€)

Précédentes	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +
N-14																	
N-13																	
N-12																	
N-11																	
N-10																	
N-9																	
N-8																	
N-7																	
N-6					-33	-34											
N-5																	
N-4																	
N-3	-1	-1	-1														
N-2	-1	-1															
N-1																	
N																	
Total																	-1

Assurance de protection du revenu

Sinistres payés bruts non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +
Précédentes																		
N-14																		
N-13																	0	
N-12																	5	
N-11																	10	
N-10																	1	
N-9																	2	
N-8																	0	
N-7																	-6	
N-6																	-7	
N-5	669	380	569	459	307	269	222	64									64	2 939
N-4	3 671	557	886	412	620	349	101										101	6 596
N-3	967	1 558	685	1 565	645	-24											-24	5 395
N-2	1 176	551	3 405	246	-27												-27	5 350
N-1	543	937	1 012	59													59	2 550
N	559	1 039	642														642	2 240
	393	649															649	1 042
N	835																835	835
Total																	2 286	29 260

Meilleure estimation provisions pour sinistres bruts non actualisés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Précédentes																
N-14																
N-13																
N-12																
N-11																
N-10																
N-9																
N-8																
N-7																
N-6																
N-5																
N-4																
N-3																
N-2																
N-1																
N																
Total																7 767

Sinistres déclarés mais non réglés bruts (RBNS) (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Précédentes																
N-14																
N-13																
N-12																
N-11																
N-10																
N-9																
N-8																
N-7																
N-6																
N-5																
N-4																
N-3																
N-2																
N-1																
N																
Total																2 612

Recouvrements de réassurance reçus non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		
Précédentes																	
N-14																	37
N-13																	24
N-12																	26
N-11																	43
N-10																	263
N-9																	183
N-8																	313
N-7	129	144	46	222	-19	307	136										966
N-6	745	-119	26	-239	766	144										1 323	
N-5	309	-308	-458	1 268	489										1 300		
N-4	471	-1 412	2 488	307										1 853			
N-3	-4 826	614	757										-3 455				
N-2	393	827										1 220					
N-1	297										297						
N																	4 395
Total																	4 395

Meilleure estimation provisions pour sinistres non actualisées - Montants recouvrables au titre de la réassurance non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (données actualisées)	
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +
Précédentes																	
N-14																	
N-13																	
N-12																	
N-11																	
N-10																	
N-9																	
N-8																	
N-7	210	477	295	19	0	1	188										1 331
N-6	293	296	63	17	13	188										25	
N-5	349	229	252	109	188	26										15	
N-4	513	374	297	188	15										248		
N-3	6 059	280	1 180	307										2 243			
N-2	4 785	2 549	2 552										1 836				
N-1	2 495	1 453										5 699					
N	1 998										5 699						
Total																5 699	

Réassurance sinistres RBNS (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
Précédentes																
N-14																
N-13																
N-12																
N-11																
N-10																
N-9																
N-8																
N-7																
N-6																
N-5																
N-4																
N-3																
N-2																
N-1	861	471										471				
N	775										775					
Total																2 173

Sinistres payés nets non cumulés (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Pour l'année en cours	Somme des années cumulés			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14			15 et +		
Précédentes																				
N-14																			-37	
N-13																			-24	
N-12																			-20	
N-11																			-33	
N-10																			96	
N-9																			199	
N-8																			1 529	
N-7																			1 973	
N-6																			5 274	
N-5																			4 095	
N-4																			3 497	
N-3																			6 005	
N-2																			1 020	
N-1																			745	
N																			835	
Total																			2 286	25 153

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			
N-14																			
N-13																			
N-12																			6
N-11																			164
N-10																			8
N-9																			8
N-8																			106
N-7																			30
N-6																			4
N-5																			30
N-4																			289
N-3																			1 098
N-2																			161
N-1																			686
N																			0
Total																			2 069

Sinistres RBNS nets (valeur absolue en K€)

	Année de développement															Fin d'année (Données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		15 et +		
Précédentes																			
N-14																			
N-13																			
N-12																			
N-11																			
N-10																			
N-9																			
N-8																			
N-7																			
N-6																			
N-5																			
N-4																			
N-3																			
N-2																			
N-1																			
N																			
Total																			-439

S.22.01 – Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

Données en K€

	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires (approche par étapes)									
	Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Sans la mesure transitoire portant sur les provisions techniques	Impact des mesures transitoires sur les provisions techniques	Sans la mesure transitoire portant sur les taux d'intérêt	Impact des mesures transitoires sur les taux d'intérêt	Sans la correction pour volatilité et sans autres mesures transitoires	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Sans l'ajustement égalisateur et sans aucune des autres mesures	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro	Impact de toutes les mesures relatives aux garanties de long terme et de toutes les mesures transitoires
Provisions techniques	55 504	55 504	0	55 504	0	57 618	2 114	57 618	0	2 114
Fonds propres de base	157 970	157 970	0	157 970	0	157 568	-402	157 568	0	-402
Excédent d'actif sur passif	157 420	157 420	0	157 420	0	157 018	-402	157 018	0	-402
Fonds propres restreints en raison du cantonnement et du portefeuille sous ajustement égalisateur	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	157 970	157 970	0	157 970	0	157 568	-402	157 568	0	-402
Niveau 1	157 420	157 420	0	157 420	0	157 018	-402	157 018	0	-402
Niveau 2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Niveau 3	550	550	0	550	0	550	0	550	0	0
Capital de solvabilité requis	50 863	50 863	0	50 863	0	50 865	1	50 865	0	1
Fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	157 420	157 420	0	157 420	0	157 018	-402	157 018	0	-402
Minimum de capital requis	12 716	12 716	0	12 716	0	12 716	0	12 716	0	0
Ratio - Capital de solvabilité requis	310,6%	310,6%	0,0%	310,6%	0,0%	309,8%	0,0%	309,8%	0,0%	0,0%
Ratio - Minimum de capital requis	1238,0%	1238,0%	0,0%	1238,0%	0,0%	1234,8%	0,0%	1234,8%	0,0%	0,0%

S.23.01 – Fonds propres

Données en K€

	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35					
Actions ordinaires (y compris actions propres détenues)					
Primes d'émission liées aux actions ordinaires					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	13 695	13 695			
Comptes mutualistes subordonnés					
Fonds excédentaires					
Actions de préférence					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence					
Réserve de réconciliation	143 725	143 725			
Passifs subordonnés	550				550
Montant égal à la position nette d'impôts différés actifs					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II					
Déductions					
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers					
	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Fonds propres éligibles et disponibles	157 420	157 420			550
	Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	157 970	157 420			550
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	157 420	157 420			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	157 970	157 420			550
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	157 420	157 420			
	Total				
Capital de solvabilité requis	50 863				
Minimum de capital requis	12 716				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	311%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	1238%				
Réserve de réconciliation					
Excédent d'actif sur passif	157 420				
Actions propres (détenues directement et indirectement)					
Dividendes, distributions et charges prévisibles					
Autres éléments de fonds propres de base	13 695				
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés					
Réserve de réconciliation	143 725				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	6 754				
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	31 691				
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	38 446				

S.25.01 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

Données en K€

	Capital de solvabilité requis net	Capital de solvabilité requis brut
Risque de marché	26 697	26 700
Risque de défaut de la contrepartie	14 013	14 013
Risque de souscription en vie	1 374	1 376
Risque de souscription en santé	13 706	13 715
Risque de souscription en non-vie		
Diversification	-15 762	-15 767
Risque lié aux immobilisations incorporelles		
Capital de solvabilité requis de base	40 028	40 037

Calcul du capital de solvabilité requis	
Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE	
Risque opérationnel	10 835
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	-9
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	50 863
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	
Capital de solvabilité requis	50 863
Autres informations sur le SCR	
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	
Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE	No adjustment
Prestations discrétionnaires futures nettes	10

S.28.02 – Minimum de capital requis (MCR)

Données en K€

	Résultat MCR(NL,NL)	Résultat MCR(NL,L)																														
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	2 773																															
			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)</th> <th colspan="2">Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)</th> </tr> <tr> <th>Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)</th> <th>Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)</th> <th>Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)</th> <th>Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente</td> <td>1 378</td> <td>57 616</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)		Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	1 378	57 616			Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente														
Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)		Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)																														
Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)																													
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	1 378	57 616																														
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente																																
			<table border="1"> <thead> <tr> <th>Résultat MCR(L,NL)</th> <th>Résultat MCR(L,L)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie</td> <td>597</td> </tr> </tbody> </table>		Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)	Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	597																								
Résultat MCR(L,NL)	Résultat MCR(L,L)																															
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie	597																															
			<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Activités en non-vie</th> <th colspan="2">Activités en vie</th> </tr> <tr> <th>Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)</th> <th>Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)</th> <th>Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)</th> <th>Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé</td> <td></td> <td>7 063</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie</td> <td></td> <td></td> <td>638 511</td> </tr> </tbody> </table>		Activités en non-vie		Activités en vie		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties				Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures				Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte				Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé		7 063		Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie			638 511
Activités en non-vie		Activités en vie																														
Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)																													
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties																																
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures																																
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte																																
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé		7 063																														
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie			638 511																													
Calcul du MCR global																																
MCR linéaire	3 370																															
Capital de solvabilité requis	50 863																															
Plafond du MCR	22 888																															
Plancher du MCR	12 716																															
MCR combiné	12 716																															
Seuil plancher absolu du MCR	4 000																															
Minimum de capital requis	12 716																															
Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie	Activités en non-vie	Activités en vie																														
Montant notionnel du MCR linéaire	2 773	597																														
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	41 851	9 013																														
Plafond du montant notionnel du MCR	18 833	4 056																														
Plancher du montant notionnel du MCR	10 463	2 253																														
Montant notionnel du MCR combiné	10 463	2 253																														
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	2 700	4 000																														
Montant notionnel du MCR	10 463	4 000																														